



# Chronologie de la République démocratique du Congo / Zaire (1960-1997)

*Lanotte, Olivier*

*mercredi 24 février 2010*

[Stable URL: http://www.massviolence.org/Article?id\\_article=486](http://www.massviolence.org/Article?id_article=486)

[PDF version: http://www.massviolence.org/PdfVersion?id\\_article=486](http://www.massviolence.org/PdfVersion?id_article=486)

## 1. LA CRISE CONGOLAISE (1960-1963)

### Présentation générale

Le Congo ex-belge accède à l'indépendance le 30 juin 1960. Joseph Kasa-Vubu, Président de l'Association des Bakongo (ABAKO), devient le premier Président du nouvel Etat, qui prend le nom de République du Congo, tandis que Patrice Lumumba, leader du Mouvement national congolais / majoritaire (MNC-L) et vainqueur des élections législatives de mai, accède au poste de Premier ministre. La fête est néanmoins de courte durée, le jeune Etat congolais étant rapidement confronté à une série de conflits internes qui menacent l'unité du pays et exposent ses populations aux affres de la guerre civile. Le 10 juillet, déçus de voir que l'indépendance n'apporte aucun changement à leur condition, les soldats de la Force publique se mutinent contre leurs officiers européens. Les exactions commises par les mutins, lesquelles sont montées en épingle par la presse occidentale – les documents officiels belges évoquent en réalité un bilan de quatre tués et cinquante-deux viols parmi les Européens (Hoskyns, 1965 : 48) – et la panique qui s'ensuit parmi les 97.000 Blancs encore présents au Congo, provoquent très vite l'intervention des forces métropolitaines belges basées à Kamina et à Kitona afin de protéger et bientôt d'évacuer les ressortissants étrangers. Perçue comme une « agression », cette intervention provoque la mutation de la mutinerie en un conflit militaire entre la Belgique et le Congo.

Le 11 juillet, tandis que les troubles s'étendent à tout le pays, le leader de la province minière du Katanga, Moïse Tshombe, lequel bénéficie du soutien de l'Union minière du Haut Katanga (UMHK) et d'une grande majorité de colons, profite de l'intervention belge et du chaos à Léopoldville pour proclamer l'indépendance du Katanga. Un mois plus tard, le 8 août, ce sera au tour de l'Etat minier du Sud-Kasaï de faire sécession sous l'égide du leader du Mouvement national congolais / minoritaire (MNC-K), Albert Kalonji. Le 13 juillet, le Premier ministre Lumumba rompt les relations diplomatiques avec la Belgique et fait appel à l'Organisation des Nations unies pour réduire la sécession du Katanga où la situation est d'autant plus complexe que l'Association générale des Baluba du Katanga (Balubakat) et son leader Jason Sendwe s'opposent à la sécession menée par Tshombe. Très vite, les bandes de jeunes Baluba entrent à leur tour en rébellion contre Elisabethville tandis que Jason Sendwe proclame bientôt la création d'une province de Lualaba dans le Nord-Katanga.

Le 5 septembre, les exactions perpétrées lors des opérations de reconquête du Sud-Kasaï (première étape de l'offensive de Léopoldville sur le Katanga) par la Force publique, rebaptisée entretemps Armée nationale congolaise (ANC), amènent le président Kasa-Vubu à remplacer Patrice Lumumba par Joseph Ileo à la tête du gouvernement congolais. Le 14 septembre, tandis que Patrice Lumumba refuse de se soumettre et destitue à son tour le Président Kasa-Vubu, le Colonel Mobutu s'empare du pouvoir et suspend les institutions. Il maintient Joseph Kasa-Vubu à la tête de l'Etat, assigne Patrice Lumumba en résidence surveillée et confie le pouvoir à un Collège de Commissaires constitué de jeunes universitaires (Groupe de Binza) et dirigé par Justin-Marie Bomboko. Ce coup d'Etat incite les partisans et alliés de Patrice Lumumba à se réfugier à Stanleyville où le leader du Parti solidaire africain (PSA) et ancien vice-Premier ministre du gouvernement Lumumba, Antoine Gizenga, révoqué lui aussi le 5 septembre, reconstitue un gouvernement central regroupant un certain nombre de ministres lumumbistes.

Après avoir tenté en vain de rejoindre Antoine Gizenga à Stanleyville, Patrice Lumumba est transféré à Elisabethville le 17 janvier 1961 où il est assassiné par les troupes de Moïse Tshombe. Un mois plus tard, le 13 février, le Collège de Commissaires est dissout au profit d'un gouvernement provisoire dirigé par Joseph Ileo. Le Congo compte alors trois gouvernements concurrents à Léopoldville (Ileo), Stanleyville (Gizenga) et Elisabethville (Tshombe).

En août 1961, dans un esprit de conciliation, le Président Kasa-Vubu remplace Joseph Iléo par le syndicaliste Cyrille Adoula lequel est chargé de former un gouvernement d'union nationale regroupant nationalistes lumumbistes (dont Gizenga et Gbenye) et membres du groupe de Binza, et qui va gouverner le Congo jusqu'en juin 1964 avec l'aide des Nations unies. La « réconciliation » entre les partisans du président Kasa-Vubu et les nationalistes lumumbistes, qui marque la victoire des forces du centre, ne signifie pourtant pas le retour au calme. Bien que nommé vice-Premier ministre du gouvernement Adoula, Antoine Gizenga campe sur ses positions dans son bastion de Stanleyville. Par ailleurs, le Katanga de Moïse Tshombe refuse toujours catégoriquement de réintégrer le giron de Léopoldville.

Antoine Gizenga sera le premier à être neutralisé lorsqu'en janvier 1962, le général Lundula et Christophe Gbenye, après avoir négocié avec le Général Mobutu, procèdent à son arrestation et l'expédient à Léopoldville où il est placé en résidence surveillée. Le conflit entre Elisabethville et le gouvernement central est plus long à résoudre puisqu'il perdure pendant plus d'une année encore, et ce malgré l'intervention de plus en plus marquée de l'Organisation des Nations unies au Congo (ONUC). Entre août 1961 et janvier 1963, les casques bleus des Nations unies lancent trois grandes offensives afin de réduire la sécession katangaise. Il faut cependant attendre l'offensive de décembre 1962 pour voir les efforts des Nations unies enfin couronnés de succès. Le 15 janvier 1963, le Katanga capitule. Dans les jours qui suivent, tandis que Moïse Tshombe part en exil, de nombreux mercenaires et gendarmes katangais se réfugient en Angola.

### Séquence chronologique

**1960 : juillet ;** Dans le contexte de mutinerie de la Force publique, un nombre indéterminé d'Européens sont assassinés dans différentes villes du Congo, notamment à Elisabethville, Stanleyville, Coquilhatville, Goma, etc. (Hoskyns, 1965 : 48 ; Lantier, 1969 : 99) A la mi-juillet, tandis que les Européens fuient le Congo et tentent de se réfugier en Angola, quarante-deux personnes sont tuées dans la région de Noqui (Noki) sur la frontière congo-angolaise (Rouch, 1961 : 28) \*.

**13 juillet ;** Un nombre indéterminé de soldats congolais qui accompagnaient une colonne de réfugiés européens vers l'aéroport sont abattus de sang froid dans le centre de Léopoldville par une section des forces d'intervention belges (Willame, 1990 : 155) \*.

**août ;** Le conflit ancestral entre Lulua et Baluba dans la région de Luluabour au Kasai entraîne le départ forcé de nombreux Baluba. Un nombre indéterminé de Baluba sont tués (Scholl-Latour, 1988 : 196-197). En marge de ce conflit entre Lulua et Baluba, deux parlementaires batshoke (une ethnie alliée aux Baluba) sont assassinés par des Lulua. En représailles, cinquante-et-un civils lulua sont assassinés et découpés en morceaux par des combattants batshoke à la sortie de la mission des pères de Scheut près de Tshikapa (Rouch, 1961 : 123) \*.

**août-décembre ;** L'offensive de l'Armée nationale congolaise contre le Sud-Kasai donne lieu à d'innombrables tueries. Quarante-cinq civils auraient ainsi été tués dès le 26 août par l'ANC à Miabi (Kalonji, 1992). Dans les jours qui suivent la prise de contrôle sans effusion de sang de Bakwanga (de Witte, 2000 : 55-58 ; Willame, 1990 : 191) le 28 août, l'ANC doit faire face aux attaques de civils partisans d'Albert Kalonji. Le 29 août, tandis que les Baluba manifestent leur opposition à la présence de l'ANC, les soldats tirent dans la foule et pourchassent les émeutiers. Il y a quinze morts. Des centaines de Baluba sont faits prisonniers ; soixante-dix d'entre eux sont exécutés à Bena Makala. Dans les jours qui suivent, les troupes de l'ANC organisent un « ratissage » des villages aux alentours de Bakwanga. La répression à l'encontre des Baluba est féroce. Selon des estimations prudentes des Nations unies, elle aurait fait au moins trois cents morts. Le 31 août, soixante civils baluba qui s'étaient réfugiés dans les locaux de la mission Saint Jean à Bakwa Nyanguila sont tués par l'ANC. Le 4 septembre, à la suite d'un affrontement entre forces armées et partisans de Kalonji, les soldats de l'ANC achèvent l'ensemble des blessés laissés sur

le terrain par les rebelles baluba. Dans la foulée, ils rasant le village de Lukelenge d où semblaient provenir les insurgés baluba et y tuent tout ce qui bouge. Le lendemain, les forces de l ANC mettent le feu au village de Tshilenge, provoquant la mort de nombreux civils. D autres sources évoquent enfin, de manière moins précise cependant, des assassinats perpétrés par les forces de l ANC à Kasengulu (Brassine, Kestergat, 1991 : 51-55 ; Gérard-Libois, Verhaegen, 1961 : 806 ; Rouch, 1961 : 115-122 ; Scholl-Latour, 1988 : 138-140 ; Willame, 1990 : 192) \*\*.

Le conflit au Sud-Kasaï entraîne une famine qui touche 300.000 réfugiés et entraîne des cas d anthropophagie. De source onusienne, en décembre 1960, au moins deux cents réfugiés meurent de faim chaque jour (Gérard-Libois, Verhaegen, 1961 : 810-811 ; Scholl-Latour, 1988 : 200). Dans la mémoire orale et populaire du Kasaï, les récits de ces événements tragiques ont largement alimenté la thèse d un « génocide des Baluba » orchestré par l Armée nationale congolaise et le Premier ministre Lumumba (Faïk-Nzuji, 2005 : 150-164 ; Kalonji, 1992 ; Ndaywel, 1997 : 575), ce que récusent un certain nombre d observateurs (Hoskyns, 1965 : 48 ; Willame, 1990 : 187-196). Quoi qu il en soit, les affrontements entre l ANC et les milices pro-Kalonji auraient causé au total la mort de cinq à dix mille civils (Muya Bia, 1982 : 131 ; Kabamba, Kasusula, 1992 a : 71-75).

Les violences ne sont pas seulement le fait des forces de l ANC. Ainsi en septembre, une cohorte de six cents « militants » du MNC-Kalonji commandée par un certain Dinungu quitte Elisabethville pour reconquérir le Sud-Kasaï. Arrivée sur place, cette troupe se scinde en plusieurs bandes qui pillent et assassinent tout sur leur passage (Dedeken, 1978, 78 : 11 ; Kestergat, 1986 : 74 ; Willame, 1990 : 194-195).

**13 septembre** ; Les jeunesses Balubakat assassinent le chef de secteur ainsi que tous les membres de l administration du secteur du Lualaba (territoire de Bukama au Nord-Katanga). Dans les jours qui suivent, plusieurs dizaines de personnes sont assassinées lors d attaques menées sur les villages de la région, comme à Mukula Kulu où vingt-deux civils (dont trois enfants) sont exécutés par les jeunesses Balubakat conduites par Liévin Nyembo (Gouvernement katangais, s.d. (a) : 32 ; Sonck, 1998 : 21) \*.

**15-16 septembre** ; Violente répression de la rébellion des Baluba du Nord-Katanga par la gendarmerie katangaise commandée par le Colonel Crèvecoeur. Le 15 septembre, à leur descente du train en gare de Luena, les gendarmes katangais ouvrent le feu sur la foule, faisant de nombreuses victimes. Pendant deux jours, ils sillonnent Luena et les villages environnants. De nombreux civils sont arrêtés et emmenés en camion dans un endroit non déterminé. Les troupes des Nations unies retrouvent ces véhicules abandonnés quelques jours plus tard. Ils dénombrent soixante-huit corps, tous Baluba (Gérard-Libois, Verhaegen, 1961 : 774) \*\*.

Dans les mois qui suivent, les « affrontements » et la répression contre les Baluba du Nord-Katanga se multiplient, faisant de nombreuses victimes civiles, comme à Mitwaba le 1er octobre lorsque vingt Baluba sont tués par les gendarmes katangais (Gérard-Libois, Verhaegen, 1961 : 776). Certaines estimations font état de sept mille Baluba tués au Nord-Katanga par la gendarmerie katangaise entre août et décembre 1960 (Bakajika, 1997 : 115 ; Davister, 1960 : 249-254). La terreur se poursuit en 1961 jusqu à ce que la force des Nations unies au Congo s interpose afin d empêcher les opérations militaires de la gendarmerie katangaise dans le Nord-Katanga (Dayal, 1976 : 184, 200-201 ; Gérard-Libois, 1963 : 146-150 ; Lefever, 1965 : 63 ; O Brien, 1962 : 140-156) \*\*.

**6-7 octobre** ; Un nombre indéterminé de civils, dont des agents européens blessés lors de combats, sont exécutés dans d atroces conditions par les jeunesses Balubakat dans la région de Kabalo (Gouvernement katangais, s.d. (a) : 27-29 ; Kennes, 2003 : 59-61 ; Willemart, 1988 : 59-61) \*.

**30 octobre** ; Le Mulopwe Boniface Kabongo Kalowa est assassiné avec un nombre indéterminé de

membres de sa famille et de sa suite par un certain Mukumbi, un leader kitawaliste de la région, et les jeunes Balubakat (Kabuya Lumuna, 1992 : 44-72) \*\*.

**13-15 novembre** ; Une quinzaine de notables (dont les chefs coutumiers Vincent Yangala, Norbert Kisimba et Bernard Kaboko) et enseignants accusés d'être membres du parti de Moïse Tshombe, la Confédération des Associations tribales du Katanga (CONAKAT), sont exécutés à Manono après avoir été tabassés à mort par les jeunes Balubakat d'Ankoro menées par un certain Yumba et le chef Kiluba Mufungahema (Gouvernement katangais, s.d. (a) : 21-27 ; Kabuya Lumuna, 1992 : 74-80 ; Kennes, 2003 : 58, 342-345 ; Kissiki, 1995 : 59-103) \*\*.

**1961 : 7-8 janvier** ; Lors de la prise de Manono au Nord-Katanga, les troupes de l'ANC exécutent tous les gendarmes katangais qu'ils ont capturés. Ceux-ci sont mutilés avant d'être passés par les armes (Lantier, 1969 : 125) \*.

**30 janvier** ; Tandis que Manono accueille les cérémonies d'inauguration de la Province de Lualaba, la ville est délibérément bombardée par l'aviation katangaise, faisant un nombre indéterminé de victimes civiles (Gérard-Libois, 1963 : 192) \*.

**février** ; Les troupes de l'ANC tuent un nombre indéterminé de civils à Luluabourg, obligeant mille deux cents personnes à chercher refuge auprès de l'ONUC (Dayal, 1976 : 221) \*. En représailles de l'assassinat de Patrice Lumumba et de ses compagnons Joseph Mpolo et Maurice Okito le 17 janvier dans une villa non loin d'Elisabethville au Katanga, cinq officiers de l'ANC et onze détenus politiques considérés comme anti-lumumbistes sont abattus par les forces gizegistes, apparemment commandées par le chef de peloton de gendarmerie Félix Mukulubundu, à la prison d'Osio à Stanleyville (Mpisi, 2007 : 403) \*.

**février-mars** ; Lors de la contre-offensive qu'elle mène avec l'aide des mercenaires étrangers au Nord-Katanga, et qui l'amènera à reprendre Manono le 30 mars, la gendarmerie katangaise commandée par le colonel belge Crèvecoeur se montre sans pitié, faisant d'innombrables victimes parmi les Baluba (Lantier, 1969 : 126) \*.

**17 février** ; Dans la foulée de l'élimination de Patrice Lumumba, douze nationalistes lumumbistes parmi lesquels Jean-Pierre Finant, Jacques Lumbala, Emmanuel Nzuzi, Christophe Muzungu, Jacques Fataki, Pierre-Léopold Elengesa et Camille Yangara sont arrêtés à Léopoldville sur ordre du chef de la Sûreté congolaise, Victor Nendaka, et livrés aux forces d'Albert Kalonji à Bakwanga. Ils sont aussitôt emmenés à Kasengulu où ils sont exécutés sommairement (De Witte, 2000 : 238 ; Kabamba, Kasusula, 1992 a : 76-80 ; Kamba, 2008 : 165-166) \*\*.

**27-28 avril** ; En visite à Port-Franqui le 27 avril, le ministre congolais de l'Intérieur reproche publiquement aux forces locales de l'ANC d'être anti-lulua et d'être un facteur de trouble dans le conflit ethnique qui secoue le nord du Kasai. Il menace de les faire désarmer par les forces des Nations unies si cela ne changeait pas. Le lendemain, la garnison de l'ONUC à Port-Franqui est attaquée par les troupes de l'ANC qui pensent que celles-ci partagent le parti-pris pro-lulua du ministre de l'Intérieur. Quarante-sept casques bleus (ghanéens, suédois et britanniques) sont assassinés, certains après avoir été désarmés (Cremer, 2003 : 52-59 ; Dorn, Bell, 2003 : 271 ; Hoskyns, 1965 : 49 ; Packham, 2004 : 185) \*\*.

**13-14 septembre** ; Les violents combats résultant de l'opération *Morthor* lancée par les forces des Nations unies au Katanga afin de mettre la main sur les mercenaires (qui ne cessaient de harceler les positions de l'ONUC) présents aux côtés des gendarmes katangais à Elisabethville auraient causé la mort de cinq cents Katangais. La brutalité des casques bleus est dénoncée dans le monde entier. De source katangaise, les gorkhas indiens des Nations unies auraient achevés à la mitrailleuse les gendarmes katangais blessés faits

prisonniers lors de la prise de Radio Katanga. (Gouvernement katangais, s.d. (b) : 10 ; Kestergat, 1986 : 111-114) \*.

**octobre** ; Le bombardement de deux villages du Sud-Kasaï par les forces katangaises fait de nombreuses victimes civiles (Verhaegen, 1962 : 617) \*.

**11 novembre** ; Treize aviateurs italiens des Nations unies pris pour des mercenaires sont capturés à Kindu par les forces gizengistes du 20<sup>e</sup> bataillon de Stanleyville commandées par le Colonel Vital Pakasa. Ils sont assassinés avant d'être dépecés et partiellement dévorés par leurs bourreaux (Boissonnade, 1990 : 141-142 ; Hoskyns, 1965 : 49 ; Kestergat, 1986 : 116-117 ; Lefever, 1965 : 91-92 ; Mpisi, 2007 : 342-343 ; *Report on action by troops of&* , 1961 ; Verhaegen, 1962 : 537-540 ; Verhaegen, 1969 : 173-174) \*\*.

**29 décembre** ; Une cinquantaine de civils appartenant à d'autres tribus que les Bahembe sont arrêtés par la gendarmerie katangaise (qui s'apprête à abandonner la ville face à l'avancée des troupes de l'ANC) et amenés à la prison centrale de Kongolo où ils sont fusillés (Tison, 1962) \*\*.

**1 janvier** ; Vingt missionnaires européens de la Congrégation du Saint-Esprit soupçonnés d'être des mercenaires déguisés sont fusillés puis mutilés par les forces de l'ANC-tendance Gizenga dans l'enceinte du camp militaire de Kongolo au Nord-Katanga. Dans les jours qui suivent, la tuerie est condamnée par le commandant du bataillon de l'ANC, le Colonel Vital Pakasa, et par le commandant en chef de l'ANC, le Général Victor Lundula, en visite à Kongolo (Darmont, 1962 ; Kestergat, 1986 : 123 ; Tison, 1962 ; *Un des Vingt vous parle* , 1962). Un nombre indéterminé de civils congolais sont par ailleurs sommairement exécutés par les forces gizengistes. Selon le ministre de la Défense nationale du gouvernement katangais, Joseph Yav, lorsque les gendarmes katangais réoccuperont Kongolo le 17 février 1962, celles-ci auraient trouvé les cadavres de huit cent quatre-vingts civils congolais tués par l'ANC (Gérard-Libois, 1963 : 286 ; Kestergat, 1986 : 123 ; Lefever, 1965 : 104) \*\*.

**1962 : 24-30 décembre** ; L'offensive lancée par l'ONUC pour réduire définitivement la sécession katangaise aurait provoqué la mort de dizaines de civils à Elisabethville. De source katangaise, après avoir soumis la ville à un intense bombardement, les casques bleus éthiopiens auraient délibérément abattu 57 civils occidentaux et katangais qui se constituaient prisonniers (Boissonnade, 1990 : 156 ; Burlion, 1969 : 68-74 ; Gouvernement katangais, s.d. (b) : 18-25 ; Hoskyns, 1965 : 49-50) \*\*.

## 2. LES REBELLIONS POPULAIRES (1963-65)

### Présentation générale

Avec la fin de la sécession katangaise et l'unité retrouvée, les querelles politiques reprennent de plus belle à Léopoldville. Et cela avec d'autant plus d'acuité que l'action du gouvernement Adoula est de plus en plus régie par les membres du « Groupe de Binza » favorables à l'Occident et qu'à la faveur des remaniements gouvernementaux successifs, la tendance nationaliste est peu à peu réduite à une portion congrue. Le 29 septembre 1963, le Président Kasa-Vubu dissout le Parlement afin de mettre un terme aux attaques de l'opposition nationaliste qui ne cessait d'importuner le gouvernement du Premier ministre Adoula. Cette décision incite l'assemblée extraordinaire des partis nationalistes à s'organiser dans la clandestinité et à opter pour la voie de l'insurrection armée. Le 3 octobre, les partis unitaristes réunis à Brazzaville s'organisent en cartel, le Conseil national de Libération (CNL), dirigé par Christophe Gbenye. Celui-ci a pour objectif la « seconde indépendance », autrement dit, la chute du régime « néo-colonial » de Léopoldville et l'instauration de la « révolution » que doivent constituer l'avènement de la décolonisation totale et effective du Congo » et le règne de la « prospérité économique », du « partage égal », de la paix,

de « la liberté totale et de la démocratie ». Pour ce faire, il faut combattre non plus les Belges ou les Américains, mais les nationaux à leur solde, les « néo-colonialistes », les « valets de l'impérialisme », « ceux qui ont vendu le Congo aux Américains » et qui sont appelés les « PNP » (*Pene pene na mundele*) en référence au Parti national du Progrès (PNP) ironiquement appelé « Parti des Nègres payés » en raison de ses positions accommodantes à l'égard des intérêts belges. Cette rupture consomme la longue dégradation des relations entre les lumumbistes radicaux et les modérés du MNC (Ndaywel, 1997 : 536, 606-611).

En janvier 1964, le député Pierre Mulele (ministre de l'Instruction publique dans le gouvernement Lumumba) et Théodore Bengila, qui ont pris le maquis quelques semaines auparavant, déclenchent au Kwilu la première grande insurrection paysanne de l'Afrique indépendante. En avril 1964, Louis Bidalira, puis Gaston Soumialot, Nicolas Olenga et Laurent-Désiré Kabila, lancent un second mouvement révolutionnaire dans la région de Fizi-Uvira à l'Est du Congo. Cette rébellion prend rapidement de l'ampleur pour gagner le Nord-Katanga (juin), le Kivu-Maniema (juillet), le Sankuru (août) et atteindre son apogée avec la conquête de Stanleyville (août) qui devient bientôt la capitale d'une « République populaire du Congo » dirigée par Christophe Gbenye. Au-delà de leurs points de convergence idéologique (mythe d'une « seconde indépendance »), ces diverses rébellions ont pour caractéristiques communes d'utiliser des pratiques ésotériques afin de faire croire aux combattants qu'ils sont invulnérables aux balles ennemies. Pour ce faire, les combattants sont conviés à des célébrations au cours desquelles les initiés sont aspergés d'une eau bénite. L'efficacité de ces pratiques et incantations magiques (« dawa ») est cependant soumise à une série de règles tellement contraignantes que tout échec du mécanisme de protection magique peut toujours être expliqué par le non respect d'une des innombrables règles de conduite imposées aux combattants Simba.

En septembre 1964, tandis que Moïse Tshombe rappelé à Kinshasa est devenu Premier ministre, Léopoldville lance la contre-offensive pour reprendre le contrôle du territoire aux mains du CNL dans l'Est du pays. Cette contre-offensive générale est menée avec l'appui de mercenaires, d'anciens gendarmes katangais (les « diabos »), de pilotes cubains anticastristes de la CIA et d'officiers et sous-officiers belges commandés par le Colonel Vandewalle. Cette reconquête fait de très nombreuses victimes au sein des populations civiles et dans les rangs simba. « Là où elles [les colonnes de mercenaires et de soldats congolais] vont passer, note un observateur, rien ne va subsister : pas un homme, pas une femme, pas un enfant, pas un porc, un poulet, un chien, pas une maison. » Les mercenaires, qui comptent dans leurs rangs d'anciens soldats SS, sont sans pitié, n'hésitant pas dans de nombreux endroits, à arroser systématiquement chaque case à la mitraillette avant d'y mettre le feu pour la forme (Honorin, 1980 : 45 ; Lantier, 1969 : 202-211 ; Le Bailly, 1967 : 242-243).

A l'instar de ce qui se passe dans le Kwilu (cf. *infra*), les pratiques ésotériques utilisées par les dirigeants de l'Armée populaire de Libération (APL) pour amener des jeunes gens chanvrés armés de simples sagaies, d'arcs et de flèches à se lancer à l'assaut des forces de l'ANC et des mercenaires sont à l'origine de sanglantes défaites dans les rangs simba dans tout l'Est du pays, comme à Kamanyola au Kivu en juin 1964. Dans la plupart des cas, ces batailles rangées tournent au carnage. Persuadés par leurs chefs qu'ils sont invulnérables aux balles, les Simba avancent à découvert face aux mitrailleuses des mercenaires qui les fauchent par grappes successives. Quant aux survivants de ces « massacres » prévisibles, ceux-ci sont le plus souvent sommairement passés par les armes par les mercenaires ou les forces de l'ANC (Gérard-Libois, Van Lierde, 1965 : 72-74 ; Hoare, 1967 : 83 ; Honorin, 1980 : 45 ; Kestergat, 1965 : 61-77).

Le 28 octobre, devant la progression inéluctable de l'ANC et des mercenaires, le président Gbenye déclare prendre en otage tous les étrangers vivant dans sa zone d'influence et menace de les exécuter si les Etats-Unis et la Belgique ne suspendent pas leur aide au gouvernement central de Léopoldville. Cette prise en otage de tous les Etrangers par le gouvernement de Stanleyville sert de prétexte à une intervention directe de la Belgique et des Etats-Unis. Le 24 novembre 1964, trois jours après l'appel à l'aide lancé par

Moïse Tshombe, les militaires belges, les troupes de l'ANC et les « volontaires spéciaux » commandés par Jean Schramme s'emparent de Stanleyville par une double intervention aérienne et terrestre (opérations *Dragon rouge* et *Ommegang*) et libèrent deux mille Européens. La même opération est répétée quelques jours plus tard pour la prise de la ville de Paulis (*Dragon noir*). Dans les semaines et les mois qui suivent, tandis que les rébellions populaires se délitent et que leurs principaux leaders s'enfuient à l'étranger, l'ANC et les mercenaires blancs « libéreront » progressivement tout l'Est du Congo.

Cette période des rébellions fut particulièrement propice aux violences de masse perpétrées par les différents protagonistes. La documentation disponible qui ne comprend pas ou peu d'enquêtes « à chaud » et est constituée essentiellement de travaux de recherche et de récits réalisés sur la base de témoignages recueillis après coup ne permet pas de faire un inventaire exhaustif de ces innombrables assassinats ni même d'avoir toujours des informations précises et vérifiables sur tous les événements dont l'Histoire a pu conserver une trace et qui sont mentionnés ci-dessous.

Les multiples tueries commises par les rebelles auraient fait au moins vingt mille victimes. Elles ont littéralement décimé l'élite et la classe moyenne des régions contrôlées par les rébellions (Young, 1965 : 30). Selon Benoît Verhaegen, on peut scinder les violences de masses dues aux rebelles en quatre grandes catégories : (1) les tueries qui suivent immédiatement la prise d'une localité, (2) les exécutions organisées en public, (3) les assassinats sporadiques et non contrôlés, et enfin (4) les exécutions organisées non publiques.

Les deux premières catégories sont le plus souvent perpétrées par des Simba qui viennent de l'extérieur et ne connaissent donc pas personnellement leurs victimes, lesquelles sont généralement livrées par les jeunes nationalistes. Dans certaines localités, des listes de personnes à supprimer ont été dressées. Le but de ces tueries est de tuer dans l'oeuf toute opposition et d'imposer par la terreur le régime en montrant aux populations le sort qui attend tous ceux qui voudraient s'opposer aux Simba. Il s'agit également, explique Benoît Verhaegen, de « créer parmi la masse une image concrète de l'idéologie rebelle par la dénonciation et la suppression de certaines catégories de personnes présentées comme les ennemis de la rébellion ». C'est dans cette optique que « les premières exécutions groupent presque toujours trois sortes de condamnés : des officiers de l'armée régulière (accusés d'avoir, avec les politiciens, tué le héros national Patrice Lumumba), des voleurs et des politiciens – en particulier les membres du Parti national du Progrès (PNP) proche des intérêts belges ou des hauts fonctionnaires », accusés d'avoir vendu le Congo aux belges et aux Américains. « Ainsi, les crimes politiques sont confondus avec les délits de droit commun ; les politiciens et les fonctionnaires enrichis paraissent n'être qu'une espèce particulière de voleurs. » Cette politique de terreur se poursuit très souvent durant de longues semaines, de manière de plus en plus anarchique. À côté des tueries organisées, les régions conquises sont en effet le théâtre de nombreux assassinats sporadiques et non contrôlés, pratiqués de manière arbitraire pour des raisons tribalistes ou simplement de vengeances personnelles.

La poursuite anarchique des exécutions suscite bientôt le dégoût des populations. L'assistance populaire, « nombreuse au début, mais obligatoire », décroît souvent au fil des semaines. Si bien qu'à partir d'octobre 1964, l'écoeurement de plus en plus perceptible des populations locales incite les dirigeants rebelles à privilégier les exécutions non publiques, pratiquées de nuit ou dans des lieux isolés (Verhaegen, 1967 : 355-356).

## Séquence chronologique

**1964 : janvier** ; Lors des premières semaines de l'insurrection populaire conduite par Pierre Mulele dans le Kwilu, les rebelles mulelistes tuent plus d'une centaine de policiers, fonctionnaires et agents territoriaux. Les exécutions sont le plus souvent confiées à des femmes ou des jeunes filles lesquelles assomment les condamnés à coups de bâton avant de les enterrer, parfois vivants (Verhaegen, 1987 : 132-136 ; Verhaegen,

2007 : 74-82, 246-247). Dans la foulée, quelques jeunes qui refusaient de rejoindre le maquis sont assassinés (Verhaegen, 1966 : 110). Les pratiques érotiques utilisées par les dirigeants rebelles conduisent des milliers de mulelistes directement à l'abattoir. Lancés armés de sagaies, d'arcs et de flèches et d'incantations magiques à l'assaut d'armées modernes bien organisées, les Simba sont le plus souvent décimés. Lors des offensives « suicides » menées par la rébellion contre Kandale (25 janvier), Idiofa (25 et 26 janvier) ou Gungu (31 janvier et 2 février), quelques soldats disciplinés suffisent à chaque fois pour faire des centaines voire des milliers de victimes dans les rangs mulelistes (Verhaegen, 2007 : 101, 197) \*\*.

**1964-1968** : La politique de la terre brûlée (bouclage de la zone Idiofa-Kikwit-Gungu, villages incendiés, destruction des récoltes) destinée à isoler les rebelles mulelistes et les représailles perpétrées par les forces de l'ANC afin de « pacifier » le Kivu font entre soixante et cent mille morts parmi la population civile. A Kikwit, plus de trois mille personnes, parfois des familles entières, ont été exécutées par les soldats de l'ANC commandés par le Colonel Joseph Monzimba, lequel a baptisé « Boucherie nationale de Kikwit » le camp militaire qu'il dirige (Gérard-Libois, Van Lierde, 1966 : 128-134 ; Gérard-Libois, 1967 : 329-330 ; Martens, 1985 : 177-178, 278 ; Monguya, 1977 : 60-61 ; Verhaegen, 1987 : 137-139 ; Verhaegen, 1989 : 91-92 ; Verhaegen, 2007 : 82-84, 271-279) \*\*.

**1964 :15 avril** ; Les rebelles du CNL-section Est attaquent dans la plaine de la Ruzizi au Kivu et atteignent Bukavu. Munis de « listes de personnalités politiques à abattre », ils y tuent au moins huit civils et quatre policiers (Masson, 1970 : 107 ; Verhaegen, 1966 : 297-299). Un peu plus tard dans la journée, remis de leur surprise initiale, les forces gouvernementales reprennent le contrôle de la situation et capturent treize combattants Simba. Ramenés au camp de police de Bagira, ceux-ci sont sommairement exécutés par les policiers (Gérard-Libois, Van Lierde, 1965 : 58 ; Masson 1970 : 107 ; Verhaegen, 1987 : 164-165) \*\*.

**16-19 mai** ; Lors de la prise d'Uvira et de Kalundu, une centaine de personnes sont tuées par les rebelles du CNL-section Est. Pendant trois jours, policiers, fonctionnaires, militaires, et tous ceux qui sont soupçonnés d'avoir collaboré avec « l'Ancien régime », font l'objet d'une chasse à l'homme et sont abattus sur place, sans jugement, par les insurgés commandés par le colonel Louis Bidalira (Masson, 1970 : 113 ; Verhaegen, 1966 : 308) \*\*.

**27-29 mai** ; Soulèvement populaire d'Albertville au Nord-Katanga. Après avoir brièvement sympathisé avec les insurgés, et craignant les représailles en cas de reprise de la ville par les troupes régulières du colonel Bobozo, les forces de l'ordre répriment durement l'insurrection : les estimations varient de cent-cinquante à cinq cents personnes abattues, pour la plupart des civils n'ayant pris aucune part active dans les événements et dont le seul tort est d'avoir été témoins de leur fraternisation avec les insurgés le 27 mai (Gérard-Libois, Van Lierde, 1965 : 75-76 ; Kennes, 2003 : 134-135 ; Lantier, 1969 : 194 ; Lejeune, 1965 : 11-12 ; Vandewalle, 1970 : 78 ; Verhaegen, 1966 : 421-428) \*\*.

**12 juin** : Plusieurs centaines de jeunes Simba chanvrés qui hurlaient en agitant leurs armes coutumières sont canonnés et mitraillés par les forces de l'ANC commandées par le général Mobutu et des avions T-28 pilotés par des mercenaires étrangers à Kamanyola, sur la route reliant Uvira à Bukavu (Gérard-Libois, Van Lierde, 1965 : 71-74 ; Kestergat, 1965 : 62-64 ; Sonck, 2002 c) \*.

**juin-octobre** ; La conquête du Kivu-Maniema par les rebelles de l'Armée populaire de Libération (APL) donne lieu à d'innombrables violences de masse de part et d'autre. Les deux camps « s'exterminent impitoyablement ». Au cours des premières semaines de cette offensive, les Simba sont ainsi défaits par les Warega à Kitutu puis à Mwenga en pays Urega. Plusieurs dizaines de fuyards sont arrêtés et exécutés avant d'être dépecés et consommés par les guerriers rega (Verhaegen, 1969 : 293-296). De leur côté, les forces de l'APL ne sont pas en reste. Dans un premier temps, elles s'en prennent aux policiers et militaires qui n'ont pu prendre la fuite, aux principaux notables (fonctionnaires, chefs coutumiers, etc.), lesquels sont le plus souvent exécutés dès leur capture. Plusieurs civils sont ainsi assassinés par l'APL à Nsinga le 21 juin

(Verhaegen, 1969 : 289-290). Le 1er juillet, lors de la chute de Kabambare, plusieurs soldats de l'ANC qui refusaient de rallier la rébellion sont exécutés. Quelques jours plus tard, toujours à Kabambare, à la demande des dirigeants locaux du MNC-L et du CERECA d'Anicet Kashamura, une quinzaine de notables, fonctionnaires et policiers sont arrêtés et exécutés par les rebelles. Le 1er juillet encore, les Simba conduits par Yuma Kinguti tuent onze civils à coup de machettes et de massues à Makina. D'autres exécutions du même type ont lieu dans de nombreux villages de la région comme à Miki où Ferdinand Mwambwa ordonne l'assassinat d'un nombre indéterminé de civils, à Kibangula (9 juillet), dans la chefferie nonda (13 juillet) ou à Kalima (26 juillet) (Verhaegen, 1969 : 286-302, 402) \*\*\*.

Ces exécutions prennent encore davantage d'ampleur avec la chute de Kasongo (15 juillet) puis de Kindu (22 juillet). Le 15 juillet, le commissaire de district de Kasongo et quelques policiers sont arrêtés et amenés sur les berges du fleuve où ils sont égorgés sur ordre de Victor Tshombaz avant d'être jetés à l'eau. Le lendemain, 16 juillet, les premières exécutions publiques commencent. Dans les jours qui suivent la chute de Kasongo, une trentaine de personnes sont égorgées ou abattues à coup de fusil ou de lance devant une foule peu enthousiaste mais obligée d'applaudir. Des exécutions ont par ailleurs lieu dans toute la région de Kasongo comme à Nyanga où dix-sept personnes sont tuées le 22 juillet. Entre cent cinquante et deux cents personnes sont ainsi exécutées dans la zone de Kasongo dans les premiers jours de la rébellion (Verhaegen, 1967 : 355-356 ; Verhaegen, 1969 : 315-321).

Le sang a davantage coulé encore à Kindu où cent à cent cinquante (certaines sources évoquent même le nombre de huit cents) personnes, pour la plupart des policiers et des militaires faits prisonniers, sont abattues sommairement par les Simba, souvent devant leur domicile, après avoir été dénoncées par les membres des jeunesses locales. Il faut attendre l'arrivée à Kindu du commandant en chef de l'APL, le général Nicolas Olenga, pour voir les exécutions arbitraires interdites. (Mueller, 1965 : 181 ; Verhaegen, 1969 : 390-398) Les exécutions de notables et autres PNP se poursuivent de manière plus organisée quasi sans interruption de fin juillet à octobre. Il est impossible de donner une estimation précise du nombre d'exécutions pendant toute la période rebelle dans le Maniema. Pour Kindu et ses environs, la politique d'épuration mise en oeuvre par l'APL fait vraisemblablement entre cinq cents et mille victimes. Certains observateurs font cependant état d'un bilan nettement plus lourd, allant de deux à trois mille assassinats. Les exécutions sont effectuées en public par des combattants Simba. Les condamnés sont le plus souvent tués à l'arme blanche au cri de « Mateka ! » (mot swahili signifiant « butin » ou « offrande ») devant le monument Lumumba ou sur les berges du Lualaba, fusillés sur l'ancien champ d'aviation, ou encore sont jetés vivants dans le fleuve après avoir été enfermés dans un sac (Lantier, 1969 : 200 ; Verhaegen, 1969 : 602-610).

La politique d'épuration des PNP menée par l'APL touche tout le Kivu-Maniema. La tactique utilisée par la rébellion pour s'implanter dans la région consiste à pousser à l'extrême la division de la société en deux camps antagonistes : les PNP (policiers, fonctionnaires, toute personne ayant dans le passé eu un comportement politique suspect, etc.) d'une part, les nationalistes d'autre part. Les premiers sont traqués et exécutés ou pénalisés par de lourdes amendes ; les seconds sont baptisés et enrôlés dans la rébellion. La chasse aux PNP est l'occasion pour de nombreuses chefferies du Maniema de tenter de supprimer définitivement les chefferies rivales et donne lieu à de très nombreux règlements de compte. En septembre 1964, vingt-sept personnes accusées de sorcellerie, des femmes pour la plupart, sont ainsi arrêtées sur ordre de Victor Tshombaz avant d'être martyrisées et finalement exécutées par les hommes du major Raphaël Milemo à Kapuri-Unga. Sept autres civils sont exécutés pour les mêmes motifs à Kampene et Katambwe (Herady, 1964 ; Verhaegen, 1969 : 442-445, 586-589).

Généralement, cette épuration n'est pas aussi massive qu'à Kindu ; en de nombreux endroits, comme à Butembo, Kibangula, Fizi ou Kipaka, seuls quelques individus sont dénoncés et exécutés en raison de leurs opinions politiques ou de querelles privées. La répression est cependant nettement plus massive dans l'Urega réputé comme hostile à la rébellion, et où les forces de l'APL avaient subi de lourdes défaites face

aux guerriers rega dans les premières semaines du soulèvement. En de nombreux endroits, les villages sont systématiquement détruits. Entre deux et dix mille rega, fonctionnaires, cadres du RADECO (le parti du premier ministre Adoula), policiers, notables, etc. sont tués par la rébellion. Dans un certain nombre de cas, lorsque les Simba ne parviennent pas à mettre la main sur leur cible, ils s'attaquent aux membres de la famille ou du clan. Au moins cent cinquante personnes sont ainsi tuées à Kalima, de nombreuses autres à Moyo, Pangi, Moga, Kailo, Lulingu, Kingombe et dans tout le pays Urega (Masson, 1970 : 130 ; Verhaegen, 1969 : 610-620).

**19 juin** ; Tandis qu'Albertville tombe aux mains des rebelles de l'armée populaire dirigée par le général Olenga, plusieurs dirigeants politiques du Nord-Katanga, parmi lesquels Jason Sendwe, sont exécutés sommairement par de jeunes guerriers baluba du CNL-section Est (Gérard-Libois, Van Lierde, 1965 : 76 ; Kennes, 2003 : 135-142) \*.

**10 juillet** ; Quatre-vingts soldats de l'ANC qui s'étaient rendus spontanément aux Simba du CNL-section Est lors de la prise de Kabalo sont emmenés à Albertville où ils sont exécutés (Verhaegen, 1966 : 478) \*\*.

**juillet** ; Quatre cents personnes soupçonnées de sympathie pour les rebelles sont tuées par les forces de l'ANC dans la région de Kabalo (Gérard-Libois, Van Lierde, 1965 : 351) \*.

**1 août - 29 octobre** ; Plus d'une centaine de personnes sont assassinées par l'APL lors de l'insurrection au Sankuru. Les victimes de la « Justice révolutionnaire » des Simba sont essentiellement des agents de l'Etat, fonctionnaires, policiers et militaires, ou des partisans du Parti national du Progrès (PNP), voire tous ceux qui « étaient opposés à Lumumba, qui l'ont trahi ou qui ont profité de l'Indépendance ». Ainsi, plusieurs agents territoriaux sont passés par les armes à Wembo-Nyama le 2 août. La prise de Katakoto le 6 août est suivie de l'exécution de l'administrateur de territoire et de son assistant, de deux chefs coutumiers et des soldats de l'ANC faits prisonniers. Le 11 août, un nombre indéterminé de fonctionnaires, de policiers et de militaires (certaines sources évoquent le chiffre de soixante-dix) sont exécutés en public dans la cour de l'hôpital de Lodja. Le 13 août, ce sont au tour de deux gardiens de prison d'être froidement abattus par les Simba à Lusambo. Deux jours plus tard, l'APL fait fusiller une dizaine de partisans du Parti national du Progrès, en majorité des fonctionnaires, dans le stade de Lusambo (Mueller, 1965 : 182 ; Turner, 1987 : 108-117) \*\*.

**4 août - 24 novembre** ; La terreur s'abat sur l'élite éduquée de Stanleyville (Haut-Congo) tombée le 4 août aux mains des rebelles. Ceux-ci se mettent aussitôt à traquer les intellectuels, tous ceux qui étaient scolarisés, avaient adopté un style de vie occidental ou avaient occupé un emploi chez un Blanc, voire ceux qui appartenaient à une tribu en disgrâce ou même d'authentiques lumumbistes victimes de règlements de comptes. Entre le 14 et le 19 août, sur la place Lumumba à Stanleyville, devant une foule chauffée à blanc, plusieurs centaines de personnes (cent-cinquante selon certaines sources) sont ainsi fusillées ou tuées à coup de machettes avant d'être dépecées par des Simba commandés par Alphonse Kingis (Lantier, 1965 : 199 ; Mueller, 1965 : 178-181 ; Nothomb, 1993 : 107-116 ; Quinteyn, 2004 : 42-46 ; Sonck, s.d.). Un nombre indéterminé de Congolais sont jetés dans la rivière Tshopo. Ailleurs, ce sont soixante adeptes de la secte kitawala qui sont fusillés au stade. Selon certaines sources, plus de deux mille personnes auraient ainsi été exécutées par les Simba à Stanleyville au cours des seize semaines d'administration CNL (Althabe, 1972 : 295-371 ; Gérard-Libois, Van Lierde, 1965 : 230-231 ; Kestergat, 1965 : 121-133, 140-146 ; Odom, 1988 : 3-24 ; Reed, 1966 : 75-77 ; Scholl-Latour, 1988 : 288) \*\*.

**19 août** ; A la suite de l'échec de l'attaque menée sur Bukavu par les Simba du général Olenga, les forces de l'ANC commandées par le colonel Mulamba procèdent à un nettoyage en règle de Bukavu et de ses environs, procédant à d'innombrables exécutions sommaires dont sont victimes de nombreux Tutsi (Masson, 1965 : 65-132 ; Masson, 1970 : 137-144) \*.

**20 août - 26 novembre ;** A Paulis (Uélé), tombée le 19 août, les exécutions sommaires orchestrées par les rebelles commandés par un certain Yenga commencent dès le lendemain de la prise de la ville. Celles-ci semblent avoir été encore plus massives qu'à Stanleyville puisqu'elles auraient fait entre deux mille et quatre mille morts. La chasse à l'homme cible les autorités politiques provinciales, les membres du Rassemblement des Démocrates congolais (RADECO) et les soldats de l'ANC demeurés dans la ville, mais aussi les fonctionnaires, les magistrats et les enseignants. La grande majorité des Congolais de Paulis sachant lire et écrire ont ainsi été battus à mort à coups de pieds, de gourdins, de tessons de bouteilles ou d'armes blanches, éventrés, aspergés d'essence et brûlés ou abattus par des enfants et de jeunes adolescents encadrés par les rebelles Simba (Gérard-Libois, Van Lierde, 1965 : 230-231 ; Kestergat, 1965 : 133-140 ; Lantier, 1969 : 200 ; Mueller, 1965 : 181-182 ; Odom, 1988 : 3-24 ; Reed, 1966 : 77) \*.

**24 août - 15 septembre ;** A Watsa, les exécutions sommaires orchestrées par les rebelles commandés par le colonel Jules, un ancien commissaire de police, font un nombre indéterminé de victimes civiles, dont de nombreux cadres de la Kilo-Moto et des entreprises dirigées par des ressortissants belges de la région (De Bosschere, 1966) \*.

**30 août ;** Lors de la reprise d'Albertville, les forces de l'ANC commandées par le lieutenant-colonel Kakudji ne font aucun prisonnier. Plus de quatre cents rebelles, dont de nombreux blessés, sont exécutés, certains après avoir été torturés ou crucifiés sur les troncs des palmiers qui bordent la rue commerçante le long du lac (Gérard-Libois, Van Lierde, 1965 : 282 ; Lejeune, 1997 : 35 ; Sonck, 2002 a) \*.

**septembre ;** Face à la progression des forces de l'APL, l'ANC exerce de sanglantes représailles à l'encontre des populations de la région de Beni suspectées d'être favorables à la rébellion. Des fusillades sont entendues un peu partout, principalement près des rivières où sont exécutées de nombreuses personnes, causant la mort d'au moins trois cents civils. « Tout élément douteux disparaît. » Les Tutsi, suspectés d'être pro-mulelistes, sont particulièrement visés (Gérard-Libois, Van Lierde, 1965 : 241-243) \*.

**3 septembre - 2 octobre ;** Le territoire de Beni (Nord-Kivu) est occupé par l'APL, laquelle procède à une violente épuration au sein des populations civiles. A Beni, quatre-vingt-quatre personnes sont exécutées. A Vuhovi, dans la collectivité des Bashu, au moins quinze civils sont brûlés vifs par les rebelles. De très nombreux PNP sont par ailleurs noyés dans la rivière Semliki dans le massif du Ruwenzori. Au total, le nombre de victimes de la rébellion dans le territoire de Beni est évalué à plus de quatre mille personnes exécutées ou noyées dans la rivière (ASADHO, s.d. : 8-10) \*\*.

**4 septembre ;** Des gendarmes et des guerriers de la tribu des Basongomeno saccagent la cité de Kole et les villages avoisinants (Alufale, Impuki et Yambayamba) qu'ils mettent en flamme, tuant une trentaine de personnes, essentiellement des civils (Gérard-Libois, Van Lierde, 1965 : 241) \*.

**7 septembre - 24 octobre ;** Lors de l'occupation de Boende (Cuvette centrale) par les rebelles, ceux-ci auraient assassinés un nombre indéterminé (près de huit cents selon certaines sources) de travailleurs congolais et d'agents de la société *Hévéa* à Wassi (Gérard-Libois, Van Lierde, 1965 : 239-240 ; Mueller, 1965 : 182-183) \*.

**29 septembre ;** Après l'échec de leur offensive sur Bukavu, et alors qu'ils avaient rompu le combat et tentaient de fuir, des centaines de rebelles de l'Armée populaire du général Olenga sont pourchassés non loin du village de Kabare (Sud-Kivu) et impitoyablement abattus par les forces de l'ANC soutenues par les avions T-28 pilotés par des mercenaires (Masson, 1970 : 147-149) \*.

**15 octobre ;** Le bombardement de la ville de Boende aux mains des rebelles mulelistes par les T-28 fait une vingtaine de morts et de nombreux blessés parmi la population civile. Ces bombardements incitent les

dirigeants de l'APL à prendre en otage les Européens présents dans la région et à menacer de les tuer en cas de nouvelles victimes (Gérard-Libois, Van Lierde, 1965 : 240 ; Verhaegen : 1969 : 651-654) \*.

**novembre**) ; Les opérations de reconquête du Sankuru par l'Armée nationale congolaise sont extrêmement meurtrières. A chaque étape de cette reconquête, les forces de l'ANC exécutent « collaborateurs » et autres « sympathisants » des Simba (Turner, 1987 : 108-117) \*.

**6 novembre** ; A la suite de la reprise de Kindu par la colonne Lima 1, les mercenaires commandés par Mike Hoare procèdent à une sanglante épuration dans les quartiers des « cités africaines » de la ville (Gérard-Libois, Van Lierde, 1965 : 371-374 ; Honorin, 1980 : 45-46 ; Reed, 1966 : 172-173) \*\*.

**24-25 novembre**) ; Tandis que les troupes belges et les mercenaires des opérations *Dragon rouge* et *Ommegang* investissent Stanleyville, quelques dizaines de Simba pris de panique après la fuite de leurs chefs tirent sur une colonne de plusieurs centaines d'otages occidentaux, tuant au moins vingt-deux d'entre eux. Le lendemain, une trentaine de civils européens sont assassinés dans une congrégation religieuse sur la rive gauche du fleuve. Le bilan des Occidentaux tués par l'APL est plus précis que celui des victimes congolaises. Entre mai 1964 et avril 1965, trois cent quatre-vingt-douze otages occidentaux, dont deux cent soixante-huit Belges, ont été froidement exécutés par les Simba dans les régions qu'ils contrôlent (Onderzoekscommissie, 1966 : 1-6, 133-134). Notons que parmi ceux-ci, seuls trente à quarante d'entre eux avaient été tués avant l'intervention des troupes belges et des mercenaires. Lors des opérations de reconquête, les mercenaires découvriront ainsi les cadavres d'une centaine d'Occidentaux à Stanleyville et Paulis. A Watsa, ce ne sont pas moins de trente-sept otages occidentaux qui sont abattus à l'hôpital et dans l'enceinte du camp militaire par les Simba du colonel Jules (De Bosschere, 1966). Des dizaines d'autres Occidentaux ont par ailleurs été assassinés au cours des dernières semaines de novembre à Banalia, Bafwasende, Mungbere, Bunia, Isangi & (Gérard-Libois, Van Lierde, 1965 : 403, 410 ; Kestergat, 1965 : 167-183 ; Lantier, 1969 : 205-210 ; Mummendey, 1997 : 307-326 ; Nothomb, 1993 : 301-327 ; Odom, 1988 : 179-182 ; Quinteyn, 2004 : 142-153 ; Reed, 1966 : 272-273 ; Scholl-Latour, 1988 : 289 ; Vandewalle, 1970 : 409-412) \*\*\*.

**novembre-décembre** ; Les opérations de pacification menées sous la direction de Victor Nendaka par l'ANC et les mercenaires blancs font un nombre indéterminé de morts dans tous les territoires reconquis. A Stanleyville, les hommes de « Mad Mike » Hoare nettoient systématiquement les banlieues. Les premiers visés sont les Simba, les partisans de Lumumba ou du CNL, mais de très nombreux civils innocents suspectés de collusion avec la rébellion sont également tués, de même que les ex-membres de l'ANC soupçonnés d'avoir rallié volontairement ou non les rangs des Simba. A son retour en Afrique du Sud, le chef des mercenaires, Mike Hoare, déclare : « Tuer des communistes, c'est comme tuer de la vermine. Tuer des nationalistes africains, c'est comme tuer des animaux. Je n'aime ni les uns ni les autres. Mes hommes et moi-même avons tué entre cinq mille et dix mille rebelles congolais pendant les vingt mois que j'ai passés au Congo. » De fait, comme le note un observateur, « tout ce qui est noir est abattu sans distinction, aveuglément » (Honorin, 1980 : 46). Le bilan de cette répression n'a jamais pu être établi avec précision ; certaines sources évoquent cependant des dizaines de milliers de morts. Selon plusieurs observateurs, les cités africaines qui entourent Stanleyville (dont certaines sont bombardées à l'arme lourde) auraient ainsi perdu la moitié de leur population. La capitale du Haut-Congo ressemble à une ville fantôme remplie de veuves et désertée par les rares hommes qui ont pu échapper à l'épuration (Burlion, 1969 : 116-122 ; Chome, 1974 : 135-139 ; Comité Zaïre, 1978 : 66-67 ; Gérard-Libois, Van Lierde, 1965 : 404-411, 532-539 ; Gérard-Libois, Van Lierde, 1966 : 64-69 ; Kabamba, Kasusula, 1992 a : 96-104 ; Kestergat, 1965 : 147-165 ; Monguya, 1977 : 74 ; Mummendey, 1997 : 340-353 ; Quinteyn, 2004 : 162-163 ; Reed, 1969 : 277 ; Scholl-Latour, 1988 : 289 ; Vandewalle, 1970 : 372-374) \*.

**1965 : mai** ; Environ cinq cents civils banyarwanda sont tués lors de la répression par les autorités des manifestations de désobéissance civile qui suivent l'arrestation des leaders du mouvement revendicatif

*Kanyarwanda* au Nord-Kivu (Regenena, 1996 : 35) \*.

**25 novembre** ; Plusieurs missionnaires et un nombre indéterminé de membres du personnel de la station de recherche expérimentale de l'Institut de recherches agronomiques du Congo sont exécutés par les rebelles à Yangambi (Mueller, 1965 : 183 ; Sonck, 2002 b) \*.

**septembre-octobre** ; A la suite de la « rébellion kanyarwanda » insurrection des Banyarwanda en raison du démembrement de la province du Kivu et de la création de la provincette du Nord-Kivu les autorités provinciales (Moleyi Benezeth, Dieudonné Boji, Denis Paluku) mettent sur pied une expédition de « pacification » dans le Masisi. Accusés d'être des combattants mulelistes, les Banyarwanda sont victimes d'une véritable chasse à l'homme. Un nombre indéterminés de Banyarwanda de Mutobo, Kiroshé et de divers autres villages de la chefferie de Bashali Kayembe sont arrêtés, torturés avant d'être jetés dans le Lac Vert (Bucyalimwe, 2000 : 234 ; Gérard-Libois, Van Lierde, 1966 : 79-80 ; Kabamba, Kasusula, 1992 a : 115-119 ; Rusamira, 2003 : 148 ; Tegera, 2003 : 10 ; Willame, 1997 : 51) \*\*.

### 3. DEUXIEME REPUBLIQUE (1965-1990)

#### Présentation générale

Le 24 novembre 1965, devant la paralysie de l'Etat résultant de la rivalité croissante entre le Président Kasa-Vubu et le Premier ministre Moïse Tshombe (révoqué le 13 octobre au profit d'Evariste Kimba), le haut commandement militaire organise un coup d'Etat qui confie le pouvoir au Général Mobutu. Celui-ci instaure d'emblée un pouvoir fort, s'octroie des « pouvoirs spéciaux » puis les « pleins pouvoirs », juggle l'opposition, impose le parti unique, le Mouvement populaire de la Révolution (MPR), et dirige sans partage le pays. Dans les années qui suivent, tandis que toute contestation est sévèrement réprimée, le Président Mobutu procède à la nationalisation de larges secteurs de l'économie souvent restés aux mains des Belges, dont l'Union minière du Haut-Katanga (UMHK) qui contribue à 50 % du budget congolais, puis lance sa politique d'*Authenticité* qu'il définit comme un retour aux sources et valeurs de ses ancêtres et « le refus du peuple zaïrois d'épouser aveuglément les idéologies importées ». Elle touche tous les secteurs de la société. Les gens et les villes perdent leurs noms chrétiens ou coloniaux au profit de noms « authentiques ». Joseph-Désiré Mobutu devient Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu wa za Banga tandis que la République démocratique du Congo est rebaptisée République du Zaïre (en fait un nom portugais). En 1973 enfin, le président zaïrois procède à la *Zaïrianisation* des entreprises étrangères, soit la prise de contrôle des richesses du pays au profit des Zaïrois par la nationalisation des entreprises agro-industrielles aux mains des étrangers. Elles sont redistribuées à la bourgeoisie d'Etat proche de Mobutu qui, en raison de son manque d'expérience et de ses pratiques prédatrices, va plonger le pays dans le chaos économique.

En mars 1977, les « Tigres katangais » (d'anciens gendarmes de Moïse Tshombe et de nombreux Katangais réfugiés en Angola depuis la fin des années soixante) du Front pour la Libération nationale du Congo (FLNC) dirigés par Nathanaël Mbumba envahissent la province du Shaba. Ceux-ci sont néanmoins repoussés en mai 1977 à la faveur de l'opération Verveine montée par le Maroc avec le concours de la France. Un an plus tard, en mars 1978, le FLNC déclenche une nouvelle guerre en attaquant la ville minière de Kolwezi où demeurent de très nombreux Occidentaux. Le régime zaïrois reprend cependant rapidement le contrôle à la faveur des interventions militaires montées par la France et par la Belgique pour protéger leurs expatriés.

Durement réprimée au cours des quinze premières années de la Deuxième République, la contestation interne au régime commence à s'organiser à partir du début des années 1980 quand treize parlementaires, parmi lesquels l'ancien ministre de l'Intérieur Etienne Tshisekedi, s'opposent ouvertement au Président

Mobutu en lui adressant un mémorandum dans lequel ils rejettent ses pratiques de mauvaise gouvernance et de personnalisation du pouvoir et la déliquescence de plus en plus perceptible du tissu socio-économique du Zaïre. En février 1982, après avoir passé de longs mois dans les prisons du régime, ils fondent le premier parti d'opposition au Zaïre, l'Union pour la Démocratie et le Progrès social (UDPS).

### Séquence chronologique

**1965-1997** : Un nombre indéterminé de personnes sont exécutées de manière extrajudiciaire, meurent de maladie ou de faim dans les prisons de la Sûreté zaïroise, ou disparaissent sans laisser de traces après avoir été largués depuis un hélicoptère dans le fleuve Zaïre, les rapides de Kinsuka (Kinshasa) ou le lac Kapolowe (Shaba) (Amnesty International, 1983 : 15-16 ; Amnesty International, 1990 : 11-13 ; Braeckman, 1992 : 80-91 ; Comité Zaïre, 1982 : 5-6 ; Garreton, 1994 : 63-64, 74, 138-150 ; Kamba, 2008 : 282 ; Monguya, 1977 : 215 ; Ndiaye, 1993 : 158-159 ; Schatzberg, 1988 : 52-70 ; Wrong, 2001 ; Yambuya, 1991 ; Yambuya, 1996 : 81-92) \*.

**1966 : mars** ; Des reliquats de l'Armée populaire de Libération commandés par le Lieutenant-Colonel Mushubazi assassinent un nombre indéterminé de civils, dont des femmes et des enfants, lors d'une offensive menée contre l'usine de la Sucraf à Kiliba au Sud-Kivu (Gérard-Libois, 1967 : 380) \*.

**30 mai-2 juin** ; La « découverte » du « complot de la Pentecôte » suscité en sous-main par le Président Mobutu permet à ce dernier de faire arrêter l'ancien Premier ministre Evariste Kimba et les anciens ministres Jérôme Anany, Alexandre Mahamba et Emmanuel Bamba. Au terme d'un procès inique devant un tribunal militaire d'exception, les quatre « conjurés » lesquels semblent avoir été piégés par des officiers à la solde du Président congolais sont condamnés à la peine capitale et pendus en public sur la grande place centrale de Léopoldville (Braeckman, 1992 : 42-43 ; Gérard-Libois, 1967 : 431-444 ; Kestergat, 1986 : 187-191) \*\*.

**juillet-octobre** ; Solidaires de Moïse Tshombe qui prépare depuis son exil en Espagne une nouvelle tentative de sécession du Katanga, les anciens gendarmes katangais qui avaient intégré l'ANC lors du retour au pouvoir de Moïse Tshombe en 1964 (régiment Baka) se mutinent à Stanleyville sous la direction du colonel Tshipola. Le 25 septembre, l'ANC les force à abandonner la place et à se réfugier au Maniema d'où ils négocient leur reddition avec le colonel Bobozo. En octobre, tandis que l'ANC vient les chercher pour les reconduire chez eux, une cinquantaine d'entre eux sont exécutés sans jugement dès leur débarquement à Léopoldville ou à Coquilhatville. De nombreux autres « diabolos » sont par ailleurs assassinés à leur retour au Katanga par les hommes du gouverneur Jean Foster Manzikala (Braeckman, 1992 : 42 ; Chome, 1974 : 172-182 ; Ndaywel, 1997 : 652) \*.

**juillet-août** : Tandis que les mercenaires commandés par le Belge Jean Schramme se révoltent à leur tour à Stanleyville ils craignent en effet de subir le même sort que celui des diabolos du régiment Baka quelques mois auparavant et s'emparent de plusieurs villes de l'Est du Congo avant de se replier sur le Rwanda, la Belgique est prise à partie en raison du rôle qu'elle a joué dans la sécession du Katanga et de la nationalité d'une grande partie des mercenaires révoltés. Vingt-cinq civils belges sont tués par des manifestants (de Villers, 1995 : 30). Plusieurs mercenaires (entre cinq et trente-et-un selon les sources) présents à Kinshasa (ex-Léopoldville) et soupçonnés de collusion avec les mutins auraient par ailleurs été arrêtés le 6 juillet avant d'être torturés et abattus par les forces de l'ANC (Honorin, 1980 : 51 ; Lantier, 1969 : 247 ; Mockler, 1969 : 190 ; Schramme, 1969 : 237) \*.

**1967-1986** : Environ deux mille civils accusés de sorcellerie auraient été exécutés par les rebelles du Parti révolutionnaire populaire (PRP) de Laurent-Désiré Kabila ayant pris le maquis dans la région de Fizi (Kennes, 2003 : 287 : 264 ; Wilungula, 1997 : 125) \*.

**1968 : 2 octobre** ; Revenus d'exil sous couvert d'une amnistie, Pierre Mulele et Théodore Bengila sont arrêtés puis assassinés avec une innommable cruauté par des officiers de l'ANC (Braeckman, 1992 : 44-46 ; Kamitatu, 1971 ; Martens, 1985 : 298-335) \*\*.

**1969 : 24 mars** ; Astreint à résidence, le premier président déchu du Congo meurt par manque de soins dans sa résidence surveillée à Boma, dans le Bas-Congo (Monguya, 1977 : 146-149) \*\*.

**4 juin** ; L'armée zaïroise ouvre le feu sur un cortège de deux mille cinq cents étudiants de l'université *Lovanium* qui se dirigeaient vers la résidence du Président Mobutu afin de lui soumettre une liste de revendications. Tandis que les manifestants se dispersent, l'armée procède à l'arrestation des principaux meneurs. Officiellement, les tirs ont causé la mort de six étudiants. D'autres sources font cependant état d'un bilan beaucoup plus lourd : neuf morts (*Reuter*), douze morts (*France Presse*), vingt-trois morts (ministère de l'Éducation nationale) voire cent deux morts (tracts distribués par le CNL/Clandestinité-ville) (Bagenda, 2000 : 39-40 ; Chome, 1974 : 185-186 ; Demunter, 1971 : 9 ; Kabamba, Kasusula, 1992 b : 53-54 ; Kabuya-Lumuna, 1982 : 75, 106 ; Ngomo-Okitembo, 1998 : 123-127) \*\*.

**29 juin** ; Enlevé en juin 1967 en Espagne par des hommes à la solde du Président Mobutu, Moïse Tshombe meurt en cellule à Alger (Kestergat, 1977 : 213-216) \*\*.

**1971 : juin** ; Un nombre indéterminé de civils sont tués dans l'incendie de leur maison lors des opérations de représailles menées par les Forces armées zaïroises (FAZ) à la suite des incursions des rebelles du PRP de Laurent-Désiré Kabila dans les villages de Nyembo, Kianga, Tchiuki, Kingana et Mbulu au Sud-Kivu (Comité Zaïre, 1982 : 1) \*\*.

**1972 : avril** ; Plus de cent cinquante civils (dont les chefs de clan) du village de Kilembwe sont abattus sur ordre du Général Bumba par les Forces armées zaïroises (Comité Zaïre, 1982 : 1) \*.

**1977 : 8 mars-26 mai** ; Première Guerre du Shaba (ex-Katanga). Un nombre indéterminé de membres égarés des Forces armées et de la police zaïroises sont exécutés sommairement par les rebelles du Front de Libération nationale du Congo (Yakemtchouk, 1988 : 430) \*.

**avril-mai** ; La contre-offensive menée par les FAZ avec l'appui de troupes marocaines donne lieu à une terrible répression de la population civile du Shaba suspectée de collusion avec le FLNC. De nombreux habitants de Lufupa sont ainsi tués par les troupes du Colonel Ikuku tandis que leur village est totalement détruit (Braeckman, 1992 : 65-66 ; Yambuya, 1991 : 25) \*.

**1978 : janvier** ; Le régime zaïrois mène une sanglante répression dans la région d'Idiofa au Kwilu parmi les adeptes de la secte Nzambi Mpunga du féticheur-guérisseur tetela, le « prophète » Martin Kasongo. Après avoir prôné un messianisme noir dirigé contre l'Église catholique, celui-ci avait politisé son action en ravivant le discours ayant fait les beaux jours de la rébellion muleliste (il déclare être « Mulele ressuscité ») et appelle à la révolte contre le pouvoir central. Le 12 janvier, les Forces armées zaïroises détruisent le village de Mulemba où elles tuent plusieurs dizaines de personnes. Dans les jours qui suivent, les villages de Matende et de Lukamba subissent le même sort. Le 25 janvier, Martin Kasongo et treize de ses acolytes sont livrés par la population aux autorités. Ils sont exécutés publiquement le même jour. Dans la foulée de cette exécution, la répression touche tous les villages de la région d'Idiofa. Des centaines de personnes (dont la mère de Pierre Mulele) sont arrêtées et exécutées par les soldats du Président Mobutu. Au total, la répression aurait fait environ cinq cents morts. Certaines sources font cependant état de deux mille victimes (Buyseniers, 1980 : 27-44 ; Comité Zaïre, 1982 : 1 ; Kabamba, Kasusula, 1992 b : 82-92 ; Kabuya-Lumuna, 1982 : 75, 110-111 ; Kestergat, 1986 : 281 ; Martens, 1985 : 331-332 ; Ngomo-Okitembo, 1998 : 271-277 ; Ngulungu, 2003 : 57-68 ; Yakemtchouk, 1988 : 485-486 ; Yambuya, 1996 : 107-108) \*\*.

**février-mars** ; Violente épuration au sein des Forces armées zaïroises. La « découverte » d'une « conspiration » contre le Président Mobutu conduit à l'arrestation de soixante-quatre officiers et vingt-quatre civils. Leur procès commence deux jours plus tard, et se termine le 16 mars par la condamnation à mort de dix-huit des accusés (dont trois par contumace). Treize des « comploteurs » (huit militaires et cinq civils) sont fusillés le jour même (Ilunga, 1998 : 29-32 ; Kabamba, Kasusula, 1992 b : 99-114) \*\*.

**12-19 mai** ; Seconde Guerre du Shaba. Cent-vingt Européens (dont quarante-et-un Belges et six coopérants militaires français) et cinq cent quatorze civils zaïrois sont tués lors de l'occupation de la ville minière de Kolwezi par les rebelles du FLNC (ex-gendarmes katangais), laquelle provoque les interventions des parachutistes français et belges. Selon certains observateurs, la fusillade qui coûta la vie à une trentaine d'Européens dans la « villa P2 » le 14 mai aurait été le fait de soldats indisciplinés des FAZ. D'autres sources avancent l'hypothèse selon laquelle cette tuerie aurait été perpétrée par les hommes du Colonel Bosange afin de pousser la France et la Belgique à intervenir contre le FLNC (Boissonnade, 1990 : 417-450 ; Braeckman, 1992 : 66-69 ; Chauvel, 1978 : 56-57 ; Kestergat, 1986 : 282-288 ; Marlair, 1993 : 248-252 ; Willame, 1978 : 18 ; Yakemtchouk, 1988 : 576 ; Yambuya, 1991 : 57 ; Yambuya, 1996 : 69-70) \*\*.

**mai** ; L'armée zaïroise mène de sanglantes représailles à l'encontre de la population de Kolwezi qui avait ouvertement exprimé sa sympathie à l'égard du FLNC. Le bilan de cette répression est difficile à établir. Selon un témoin, au moins trois cents civils ont été fusillés à la mitrailleuse dans une carrière non loin de Kolwezi (Comité Zaïre, 1982 : 2) \*. L'épuration touchera également les Tigres katangais à Kamina et Mbandaka.

**1979 : juillet** ; L'armée zaïroise et la brigade minière de la Société minière de Bakwanga (MIBA) mènent des opérations punitives sur divers sites dans l'intention de disperser les petits creuseurs de diamants indépendants. Les attaques sont conçues de manière à tuer par balle ou par noyade, de nombreux creuseurs pris au piège n'ayant d'autre issue que de se jeter dans le tourbillon de la rivière. Une première opération menée le 4 juillet à Luamwela cause la mort de cinquante creuseurs. Une seconde opération de plus grande ampleur est menée le 19 juillet sur le site de Katelakayi. Officiellement, l'opération aurait causé la mort de vingt-deux creuseurs, dont un seul tué par balle. Selon quatre parlementaires, dont Etienne Tshisekedi, qui dénoncent les faits, l'intervention des FAZ aurait causé la mort de plus de deux cents creuseurs (Kabuya-Lumuna, 1982 : 109). Des enquêtes plus poussées font état d'au moins cent quarante morts, dont quatre-vingt-dix-sept nommément recensés (« Les massacres de Katelakayi et de Luamwela », 1982 : 72-106 ; Boissonnade, 1990 : 292-293 ; Comité Zaïre, 1982 : 2 ; Misser, Vallée, 1997 : 161-62) \*\*\*.

**juillet** ; Plusieurs dizaines de civils adeptes de la secte kitchila sont tués à Kikondja, Lubondaie et Malemba-Nkulu au Shaba par les Forces armées zaïroises dans la répression qui fait suite au refus de la population de ces zones de payer un impôt jugé excessif (Comité Zaïre, 1982 : 2 ; Kabuya-Lumuna, 1982 : 109) \*.

**1981 : février** ; Un nombre indéterminé de civils sont tués par les FAZ à Swima, Makobola, Mwene et plusieurs autres villages au sud d'Uvira en raison de leurs sympathies présumées pour la guérilla du PRP (Comité Zaïre, 1982 : 1 ; Schatzberg, 1988 : 58) \*.

**1983** : Le commandant de la gendarmerie de Kipushi procède à l'exécution extrajudiciaire de dix-sept civils (Schatzberg, 1988 : 58) \*.

**1984 : 15-16 novembre** ; L'armée zaïroise opère une sanglante répression dans la région de Moba après l'attaque éclair menée deux jours plus tôt par les rebelles du PRP de Laurent-Désiré Kabila. Plusieurs douzaines de civils soupçonnés de complicité avec la rébellion sont exécutés à Moba durant la seconde quinzaine de novembre. La répression se poursuit jusqu'en décembre 1985 dans toute la région de

Moba-Kalemie, faisant un nombre indéterminé de victimes (Amnesty International, 1986 : 3-9 ; Kennes, 2003 : 287 ; Wilungula, 1997 : 97) \*\*.

**1986 : mai-1995** : Les infiltrations des rebelles de l'Armée de Libération du Congo dans le massif du Ruwenzori donnent lieu régulièrement à des opérations de représailles menées par les Forces armées zaïroises commandées par le Colonel Félix Mbudza Mabe. Celles-ci font régulièrement des dizaines de morts au sein des populations civiles des villages de la région de Beni accusées d'héberger les rebelles ou de sympathiser avec ces derniers. Au total, entre cinq cents et mille civils sont exécutés sur les berges de la Semliki et jetés dans la rivière (ASADHO, s.d. : 6-7, 10-12 ; Gouvernement de Transition, 1993) \*\*.

**1988 : 17 janvier** ; La première manifestation publique de l'UDPS depuis 1983 est violemment dispersée par les forces de l'ordre, causant la mort d'au moins six personnes sur la place du Pont Kasa-Vubu à Kinshasa. Pour avoir tenu ce meeting sans autorisation, Etienne Tshisekedi est à nouveau arrêté et interné en hôpital psychiatrique (Kabamba, Kasusula, 1992 b : 129-138 ; Kabanda Kana, 2000 : 71) \*\*.

## 4. LA « TRANSITION DEMOCRATIQUE » (1990-1996)

### Présentation générale

Le 24 janvier 1990, après avoir manifesté des premiers signes d'ouverture à travers le rappel et la nomination au gouvernement d'opposants en exil, le Président Mobutu annonce dans un discours mémorable une tournée de « consultations populaires » à travers tout le Zaïre. Le Président zaïrois est pris au mot et des milliers de cahiers de doléances sont rédigés à travers tout le pays. Ce périple tourne à l'humiliation pour le Président peu préparé à se voir littéralement injurié par son peuple. Trop à l'écart des réalités quotidiennes zaïroises, le vieux maréchal est ébranlé par l'ampleur du mécontentement populaire qui se traduit par une critique en règle de son régime : rejet du parti unique MPR, exécution des forces de sécurité, dénonciation de la concentration des pouvoirs, détresse économique du peuple face aux gabegies de la nomenclatura...

Le 24 avril 1990, tirant les leçons de la consultation populaire, le Président zaïrois prononce un discours solennel dans lequel il annonce la fin de la Deuxième République, l'avènement de la transition démocratique, l'introduction du multipartisme à trois, la séparation nette entre le Parti et l'Etat, la réhabilitation des trois pouvoirs traditionnels, un gouvernement de transition pour une période d'un an, l'institutionnalisation d'une commission chargée d'élaborer une nouvelle constitution et l'abandon de toute une série de signes extérieurs de ralliement au MPR. Cette phase de transition est censée se terminer par des élections libres et démocratiques à tous les échelons. Dans la réalité, tandis que le Président Mobutu est mis au ban de la communauté internationale en raison de rumeurs de « massacres » perpétrés par des éléments de la Division spéciale présidentielle (DSP) sur le campus de Lubumbashi, cette transition tourne très rapidement à la « cacophonie politico-institutionnelle ».

Le 6 octobre 1990, confronté aux pressions internationales, le Président Mobutu cède en faveur de l'instauration du multipartisme intégral. Mais cette concession s'avère très vite une arme de choix dans la mesure où elle lui permet de précipiter la transition démocratique dans le chaos en la réduisant rapidement à un simple jeu de stratégie politique. En effet, dès lors qu'il a été obligé de concéder la tenue de la Conférence nationale, le Président Mobutu n'a cessé de chercher à la noyauter. Il joue ainsi sur le multipartisme intégral pour inventer la stratégie du « multimobutisme » et s'attache à minorer les partis de l'opposition radicale en suscitant une série de dissidences à l'intérieur de toutes les formations politiques et en favorisant la création de nombreux « partis factices ».

La Conférence nationale ne débute ses travaux qu'en août 1991 dans une ambiance de « théâtralité factice ». Mais en dehors du Palais du Peuple, tandis que les conférenciers se chamaillent, les conditions de vie de la population ne cessent de se dégrader. Les manifestations se multiplient, la répression se fait plus violente et l'Eglise suspend sa participation à la Conférence nationale. Ces troubles débouchent en septembre 1991 sur des jacqueries par les militaires réduits à la misère et exprimant leur exaspération. Dès le lendemain, les troupes françaises et belges interviennent pour assurer la protection et le rapatriement des ressortissants étrangers.

Après ces événements, les *Négociations du Palais de Marbre* entre l'Union sacrée de l'Opposition et la mouvance présidentielle permettent la nomination de l'opposant Etienne Tshisekedi au poste de Premier ministre. Son gouvernement ne dure cependant que le temps d'être formé. En effet, après avoir refusé de reconnaître l'autorité de Mobutu en biffant la formule selon laquelle le président est « garant de l'unité de la Nation » lors de sa prestation de serment, Etienne Tshisekedi est démis de ses fonctions et remplacé par Bernardin Mungul Diaka, occasionnant ainsi un schisme dont l'Union sacrée de l'Opposition ne se remettra jamais. Un mois plus tard, à la suite du second round des *Négociations du Palais de Marbre*, Nguz a Karl I Bond est à son tour débauché pour former un « Gouvernement de large Union nationale » qui affaiblit encore un peu plus une « Union sacrée de l'Opposition » forcée d'exclure de ses rangs les membres participant au gouvernement.

Le 15 août 1992, après d'innombrables tractations, Etienne Tshisekedi est élu Premier ministre par la Conférence nationale souveraine (CNS). Pour la première fois au Congo-Zaïre, un Premier ministre accède à ce poste par voie d'élections et non par la volonté du Président Mobutu. Celui-ci est néanmoins remercié dès janvier 1993 à la suite d'une controverse monétaire liée à la mise en circulation du nouveau billet de cinq millions de Zaïre. Cette éviction occasionne une nouvelle crise qui va déboucher sur un blocage institutionnel de la transition. Finalement, en juin 1994, tandis que la crise rwandaise permet au Président Mobutu de briser l'isolement international dans lequel il se trouve depuis 1990, et alors que l'opposition n'en finit plus de se déchirer, la « troisième voie » se concrétise par le retour à la Primature du réputé bon gestionnaire Léon Kengo wa Dondo.

Par la suite, l'opposition radicale se marginalise de plus en plus. Tant et si bien qu'à l'aube de la chute du régime Mobutu, après six années de débats constitutionnels stériles, de reniements et de débauchages notoires d'opposants plus soucieux du relatif confort des *per diem* que de leur combat politique, la classe politique zaïroise a perdu l'essentiel du crédit dont elle jouissait à l'étranger comme à l'intérieur du pays. Le changement devrait venir d'ailleurs...

## Séquence chronologique

**1990 : 11 mai** ; A la suite de violences qui y avaient été exercées contre des étudiants originaires de l'Equateur, des éléments du Service d'Action et de Renseignement militaires (SARM) et de la Garde civile mènent une expédition punitive sur le campus de l'université de Lubumbashi. Très vite « Radio trottoir » parle de plusieurs dizaines d'étudiants exécutés. Ces rumeurs sont aussitôt relayées par la presse occidentale et l'opposition zaïroise pour inciter la Belgique à adopter une attitude plus ferme à l'égard du régime zaïrois. Le 22 mai, le quotidien belge *Le Soir* affirme que les troubles de Lubumbashi ont abouti au « massacre » de plus de cinquante personnes par un commando de la DSP. Cette intervention est démentie le jour-même par le Premier ministre zaïrois et le gouverneur du Shaba. Trois jours plus tard, la Belgique réagit en suspendant son aide et en exigeant la constitution d'une commission d'enquête internationale. Si le bilan de la répression n'a jamais pu être établi avec précision (officiellement, elle aurait fait un mort), il semble que sa gravité fut lourdement surestimée par les observateurs, les médias et les autorités belges, lesquelles semblent avoir voulu se saisir de l'occasion pour déboulonner le Maréchal Mobutu. De fait, les événements survenus sur le campus de Lubumbashi marquent le point de départ de l'isolement diplomatique du Président Mobutu (Bapuwa, 1991 : 1-17 ; Braeckman, 1992 : 13-27 ; de Villers, 1995 :

215-218 ; Digeekisa, 1993 : 240-268 ; Kabamba, Kasusula, 1992 b : 150-183 ; Kongolo-Mukanya, 1991 : 91-96 ; Koyagialo, Ruduri, 2006 ; Lanotte, 2003 : 18-19 ; Muela Ngalamulume, 2000 ; Wako, 1992 ; Willame, 1991 : 133-186) \*\*.

**3 décembre** ; La répression des meetings de protestation contre la hausse du coût de la vie fait au moins huit tués par balle à Kinshasa et Matadi (Kabamba, Kasusula, 1992 b : 139-146) \*.

**13-17 avril** ; L'arrestation de sept militants de l'UDPS est à l'origine de violentes émeutes sévèrement réprimées par la police à Mbuji-Mayi. Le bilan humain de la répression demeure inconnu (Kabamba, Kasusula, 1992 b : 184-193) \*.

**1 juin** ; Une trentaine de Banyarwanda sont tués lors de troubles qui accompagnent l'opération d'identification des nationaux au Kivu en raison du refus des autorités locales de recenser les descendants des Banyarwanda transplantés au Congo à l'époque coloniale (Mugangu, 1999 : 214 ; Regenena, 1996 : 35-36) \*.

**1992 : 16 février** ; La « marche de l'espoir » (ou « marche des Chrétiens ») rassemble plusieurs centaines de milliers de Kinois qui manifestent pacifiquement en faveur de la réouverture de la Conférence nationale. Celle-ci est durement réprimée par l'armée, faisant de seize à quarante-neuf morts selon les sources (de Dorlodot, 1994 ; de Villers, 1995 : 230 ; de Villers, Omasombo, 1997 : 71-72 ; Kabamba, Kasusula, 1992 b : 147-149 bis ; Malenge, 1992 : 109-125 ; Oyatambwe, 1997 : 127-133) \*\*.

**1992-1993** : Campagne d'épuration ethnique à l'encontre des populations baluba au Shaba. En janvier 1992, un pogrom organisé à l'encontre des Kasaiens fait huit à vingt morts à Fungurume. Six mois plus tard, en juillet 1992, des meetings incendiaires sont organisés dans plusieurs grandes villes de la province. Remplacé en août 1992 par Etienne Tshisekedi au poste de Premier ministre, Nguz a Karl-I-Bond s'emploie à attiser le conflit ethnique mettant aux prises « Katangais authentiques » et les « envahisseurs Baluba ». Haranguées par le vice-gouverneur du Shaba, Gabriel Kyungu wa Kumwanza, les milices Ninja de Luena réclament l'épuration des Kasaiens des entreprises para-étatiques et privées. En août et septembre, les Kasaiens sont pourchassés par les jeunesses de son parti, l'Union des Fédéralistes et des Républicains indépendants (UFERI) et les miliciens Ninja à Likasi (trois cents morts officiellement recensés) et dans de nombreux endroits du Shaba. Quatre-vingt-six d'entre eux sont tués à coup de machettes, de flèches et de couteaux dans l'école officielle de Kikula à Katuzembe. De nouveaux incidents ont lieu en octobre, puis en mars 1993 à Kolwezi. Plus de cent mille Kasaiens du Shaba sont forcés de prendre la route de l'exil. Au moins 661 Baluba refoulés du Shaba meurent de faim, de froid ou de maladie entre août 1992 et mars 1993. Notons que certaines sources évoquent un bilan total de cinquante à cent mille morts (Braeckman, 1996 : 230-233 ; Garreton, 1994 : 2-23 ; Gorus, 2000 : 114-118 ; Gouvernement de Transition, 1993 : 18-23 ; Human Rights Watch, 1993 ; Ilunga, 1998 : 81-87 ; Kangomba, 2000 : 49-120 ; Kankonde, 1997 ; Modjani, 2002 : 38, 209-291 ; Ndaywel, 1997 : 763) \*\*.

**1992 : 18 décembre** ; Une manifestation d'opposants réclamant le départ du Président Mobutu est réprimée dans le sang à Kinshasa. Le bilan est d'au moins huit morts. Les 20 et 21, des émeutes secouent Butembo, Goma, Kisangani, Kolwezi et Rutshuru (Kabuya-Lumuna, 1998 : 78) \*.

**1993 : 27-29 janvier** ; Les soldats se mutinent à la suite de la décision d'Etienne Tshisekedi de démonétiser les billets de cinq millions de zaïres (2 décembre) et au refus des marchands d'accepter ces billets avec lesquels ils ont été payés. Lors des violentes émeutes qui secouent Kinshasa, les unités spéciales de la Sûreté zaïroise (connues sous le nom de « Hiboux ») font plusieurs dizaines de tués dans les rangs de l'opposition et des militaires fichés par le pouvoir. Médecins sans Frontières qui a fait le tour des hôpitaux de la ville dénombre au moins quarante-trois morts. D'autres sources évoquent des centaines voire plus d'un

millier de victimes (dont plus de mille membres des FAZ) abattues par les hommes du SARM et de la DSP commandés par le général Mahele (Boutros-Ghali, 1993 : 13-14 ; Dungia, 1995 : 32 ; Lemarchand, 2009 : 201 ; Ligue des droits de l'Homme / Zaïre, 1993 : 1-12 ; Ndiaye, 1993 : 158 ; Ploquin, 1996 : 177) \*.

**1993-1996** : Les zones de Walikale et de Masisi au Nord-Kivu sont touchées par plusieurs vagues d'affrontements ethniques entre populations autochtones nyanga et hunde et populations émigrées d'origine banyarwanda. Le 20 mars 1993, deux jours après le passage du vice-gouverneur du Nord-Kivu Bamwisho lequel avait déclaré que les forces de sécurité devaient prêter main forte aux véritables autochtones pour les aider à « exterminer » les Hutu, de nombreux Banyarwanda sont tués sur le marché de Ntoto par des autochtones nyanga et hunde armés de fusils et de machettes. Le lendemain, le même groupe assassine un grand nombre de Banyarwanda à la sortie des chapelles catholiques et protestantes dans le groupement Boyi. Dans la panique générale qui s'ensuit, de nombreux Banyarwanda se noient dans la rivière Luindi. À partir du 26 mars, la riposte s'organise ; les Banyarwanda s'en prennent à leur tour aux autochtones hunde et nyanga dans les villages de Bukala, Lwama, Kasura, Muteto, etc., tuant de nombreux civils. Le bilan de ces violences ethniques diverge sensiblement selon les sources. Les sources les plus fiables font état de 966 autochtones morts ou disparus pour 1.238 tués côté banyarwanda (Bucyalimwe, 2003 : 165-174 ; Garreton, 1996 : 6 ; GEAD, 1993 : 6 ; Gouvernement de Transition, 1993 : 25-40 ; Laurent, Mafikiri, 1996 : 103 ; Mugangu, 1999 : 214 ; Ngabu, 1996 : 40-42 ; Nzabara, 1996 : 51-56 ; Willame, 1997 : 66). D'autres sources plus partisans font état de 4.655 tués pour la communauté hunde (Kamundu, 2006 : 35) \*\*.

Les violences se poursuivent durant de longs mois dans toute la région comme à Buabo, Buvumu, Kalangala, Kaniro, Luibo, Bulindi, Oso, Katoyi, etc. où des centaines de Banyarwanda sont tués (*Mémoire des communautés*, 1993 : 9-11 ; Nzabara, 1996 : 59-66). Les représailles orchestrées par les Banyarwanda alliés aux Forces armées zaïroises et, à partir de l'été 1994, aux milices rwandaises interahamwe réfugiés dans l'Est du Zaïre, ne sont pas moins violentes (Garreton, 1994 : 91-94).

Après une période d'accalmie, les violences reprennent de plus belle début 1996. Le 25 janvier, au moins dix Banyarwanda sont assassinés par les miliciens *mai mai* lors d'un raid sur Bibwe (Kabasha, 1996 : 82-84). En représailles, les miliciens interahamwe exécutent un nombre indéterminé de Hunde. Le 4 mars, au moins dix civils tutsi sont assassinés par les interahamwe à Bokomo. Tout au long du printemps qui suit, des centaines de civils, dont de nombreux Banyarwanda tutsi, sont assassinés par des miliciens interahamwe, des *Mai mai* voire par des membres des FAZ à Bwito, Sake, Kitshanga, Vitshumbi, Kanyabayonga, Bunangana & L'attaque menée le 12 mai 1996 par une coalition de Banyarwanda autochtones, de miliciens interahamwe et de miliciens de la Mutuelle des Agriculteurs des Virunga (MAGRIVI) à l'encontre du monastère de Mokoto, où s'étaient réfugiés des milliers de Tutsi zaïrois, est l'une des plus sanglantes et se serait soldée par l'assassinat de plusieurs dizaines de civils (certains évoquent même sept cents morts). Au total, les opérations de nettoyage ethnique perpétrées par les différentes milices font entre trois et trente mille morts selon les évaluations et deux cent cinquante mille déplacés (Amnesty International, 1996 b : 5-14 ; Garreton, 1996 : 12-15 ; Kamundu, 2006 : 64-69 ; Laurent, *et alii*, 1997 : 7 ; Lemarchand, 2009 : 213, 229-230 ; Pabanel, 1993 : 132 ; Willame, 1997 : 67-75).

**1994 : 27 novembre** ; En représailles à l'assassinat d'un membre de la Garde civile par un réfugié rwandais, des soldats zaïrois pénètrent en force dans le camp de réfugiés de Katale (Nord-Kivu) et ouvrent le feu de manière indiscriminée sur les réfugiés, tuant quinze d'entre eux et en blessant une cinquantaine d'autres (Garreton, 1994 : 101) \*.

## 5. LA « GUERRE DE LIBÉRATION NATIONALE » (1996-1997)

### Présentation générale

En septembre 1996, l'Armée patriotique rwandaise (APR) attaque le Zaïre sous couvert d'une rébellion banyamulenge puis de l'Alliance des Forces démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL). Initialement destinée à liquider les sanctuaires humanitaires que constituent les camps de réfugiés rwandais regroupés le long des frontières Est du Zaïre, et dans lesquels les forces responsables du génocide de 1994 au Rwanda s'efforcent de préparer la reconquête, le conflit prend peu à peu la tournure d'une guerre de libération nationale destinée à faire tomber le régime du président Mobutu. Le 17 mai 1997, au terme d'une campagne militaire de huit mois qui l'a vu conquérir avec l'aide du Rwanda, de l'Ouganda, du Burundi et de l'Angola l'ensemble du territoire zaïrois, le porte-parole de l'AFDL, Laurent-Désiré Kabila, s'empare du pouvoir à Kinshasa et s'autoproclame président de la République.

### Séquence chronologique

**1996 : septembre ;** Une quarantaine de civils, dont des enfants, sont assassinés par des membres des Forces armées zaïroises à Kamanyola au Sud-Kivu (Garreton, 1997 a : 41) \*. Une centaine de Tutsi zaïrois, dont des femmes et des enfants, sont assassinés par des membres des Forces armées zaïroises et des civils babembe à Lueba au Sud-Kivu (Garreton, 1997 a : 41) \*.

**9 septembre ;** A l'occasion d'une journée « ville-morte » organisée pour protester contre les incursions incessantes venant du Rwanda voisin et exiger le départ des étrangers (tous ceux originaires du Rwanda), une manifestation se transforme en pogrom anti-Tutsi au cours duquel plusieurs dizaines de Banyamulenge sont assassinés tandis que plusieurs dizaines d'autres disparaissent sans laisser de trace (Amnesty International, 1996 a ; Lanotte, 2003 : 40) \*.

**18 septembre ;** Une « marche de colère et de protestation » organisée à Bukavu pour protester contre les incursions incessantes venant du Rwanda voisin tourne, comme à Uvira quelques jours plus tôt, au pogrom anti-Tutsi au cours duquel une quarantaine de Banyamulenge sont assassinés (Lanotte, 2003 : 41) \*.

**19 septembre ;** Cent-cinquante civils et trois militaires zaïrois sont assassinés par des rebelles banyamulenge dans le village d'Epombo au Sud-Kivu (Garreton, 1997 a : 42) \*.

**23 septembre ;** Quatorze civils sont assassinés à Aboke (Sud-Kivu) par des rebelles banyamulenge (Garreton, 1997 a : 42) \*.

**30 septembre ;** En représailles à l'attaque des Banyamulenge sur Epombo, les Forces armées zaïroises, appuyées par des civils, attaquent le village de Lutabura au Sud-Kivu où elles exécutent une centaine de Banyamulenge (Garreton, 1997 a : 41) \*.

**6 octobre ;** Des rebelles banyamulenge assassinent un prêtre et dix-huit de ses paroissiens dans l'église de Kidote (Sud-Kivu) (Garreton, 1997 a : 42) \*.

**6 ou 10 octobre ;** Lors d'une attaque sur un hôpital tenu par des missionnaires protestants à Lemera (Sud-Kivu) des infirmières et plusieurs dizaines de blessés, dont des soldats de l'armée zaïroise, sont assassinés par les troupes de l'Armée patriotique rwandaise et leurs supplétifs banyamulenge (Garreton, 1997 a : 42 ; Lanotte, 2003 : 43 ; Parqué, Reyntjens, 1998 : 281-294 ; Willame, 1997 : 96) \*.

**10 octobre ;** Cent-soixante-neuf civils zaïrois sont assassinés par des rebelles banyamulenge dans les villages de Minembwe et de Munyaka au Sud-Kivu (Garreton, 1997 a : 42) \*.

**1996 : 12 octobre - 1997 : 17 mai ;** Offensive de l'Armée patriotique rwandaise contre les réfugiés rwandais présents dans l'Est du Congo. Les 12 et 13 octobre, une violente attaque du camp de réfugiés de

Runingo par l'APR provoque une panique généralisée dans la région. En moins de dix jours, les douze camps de la région d'Uvira se vident, et deux cent cinquante mille réfugiés sont sur les routes. Ces attaques donnent lieu à de nombreuses exécutions sommaires parmi les réfugiés et les populations civiles du Sud-Kivu comme à Mukera le 14 octobre, à Kiliba le 18 octobre, à Kuberezi le 21 octobre, ou encore à Bukavu où un millier de civils sont tués par l'Armée patriotique rwandaise (Garreton, 1997 a : 42 ; Lanotte, 2003 : 46 ; Migabo, 2002 : 45) \*\*\*.

Deux semaines plus tard, c'est au tour des camps de réfugiés du Nord-Kivu d'être la cible de la « rébellion ». Le 25 octobre, l'APR et l'AFDL attaquent le camp de réfugiés de Kibumba (noyau de la capacité militaire des anciennes Forces armées rwandaises (FAR) en exil), ce qui provoque la fuite de deux cent mille personnes qui prennent la direction du centre du pays. Ensuite, ce sont les camps de Katala puis de Panzi qui sont attaqués à l'artillerie lourde. La crise humanitaire s'aggrave d'autant plus que les autorités rebelles refusent aux ONG l'autorisation de porter secours à ces centaines de milliers de personnes en détresse, dont la grande majorité préfère s'aventurer plus à l'ouest en territoire zaïrois (où nombre d'entre eux sont assassinés par l'Armée patriotique rwandaise) plutôt que de rentrer au Rwanda. Ce veto des « rebelles » commence à être présenté comme une tentative d'éliminer les réfugiés hutu par la faim et les épidémies, et ce d'autant plus que la Commission des Droits de l'Homme de l'Organisation des Nations unies publie un premier compte rendu sur la situation alarmante des réfugiés et des populations locales (Garreton, 1997 b). Fin octobre, une série d'initiatives politiques vont pourtant sortir peu à peu la communauté internationale de sa léthargie et lancer un vaste débat diplomatique pour amener celle-ci à monter une opération militaro-humanitaire au Kivu. Celles-ci aboutissent finalement le 15 novembre au vote de la résolution 1080 du Conseil de sécurité des Nations unies autorisant la mise sur pied d'une force multinationale temporaire de quelques douze mille hommes, sous commandement canadien, pour venir en aide aux réfugiés dans l'Est du Zaïre. Le jour même, l'AFDL met en oeuvre, de concert avec l'armée rwandaise, un plan en deux phases destiné à faire avorter cette intervention humanitaire. Dans un premier temps, l'APR soumet à des bombardements intensifs l'immense camp de réfugiés de Mugunga dans l'intention de faire fuir les ex-FAR et les milices *interahamwe* vers le nord. Ensuite, une fois ce premier objectif atteint, l'APR attaque le camp depuis l'ouest de façon à ne laisser à la majorité des cinq cent mille réfugiés d'autre issue que la route vers le Rwanda.

Ce retour brutal d'une grosse partie des réfugiés brise le fragile consensus international autour de la force multinationale obtenu quelques heures auparavant. Dans les semaines et les mois qui suivent, tandis que la « communauté internationale » se déchire sur l'opportunité d'une intervention qui n'aura finalement jamais lieu, les forces de l'AFDL et de l'Armée patriotique rwandaise commandées par le lieutenant-colonel James Kabarebe pourchassent les réfugiés rwandais à travers les forêts zaïroises. Des milliers de réfugiés rwandais sont ainsi assassinés le 28 février 1997 à Tingi-Tingi où se trouvent plus de cent vingt mille réfugiés exténués, le 22 mars au lieu dit « Kilomètre 52 » sur la route de Kisangani, entre le 21 et le 23 avril à l'occasion des attaques menées contre les camps de Kasese et de Biaro où des milliers de réfugiés incapables de se déplacer disparaissent sans laisser de trace, ou encore le 13 mai 1997 à Mbandaka où plus de mille trois cents civils sont tués par les forces de l'AFDL/APR dirigées par le commandant Godfrey Kabanda. A l'heure des bilans en mai 1997, sur un million cent mille réfugiés rwandais présents au Kivu, après le décompte des six cent mille réfugiés rentrés au Rwanda dès le 15 novembre 1996, des cent quatre-vingt mille retours organisés par route, des cinquante-quatre mille survivants des tueries de Kisangani et de Mbandaka rapatriés par avion, et des cinquante-deux mille réfugiés localisés dans les pays de la région, plus de deux cent dix mille réfugiés sont toujours portés disparus (Amega, 1998 ; Amnesty International, 1997 ; Bradol, Guibert, 1997 : 138-148 ; Campbell, 1997 : 19-23, 26-46 ; Garreton, 1997 a : 42-43 ; Garreton, Ndiaye, Foli, 1998 ; Lanotte, 2003 : 44-57 ; Le Pape, 2000, 162-169 ; Médecins sans Frontières, 1997 : 1-13 ; Ntihakose, 1997 : 5-22 ; Parqué, Reyntjens, 1998 : 281-294 ; Reyntjens, 1999 : 90-124 ; Rugumaho, 2004 : 82-84, 91-94 ; Umutesi, 2000).

**1996 : novembre ;** Près de deux mille huit cents civils zaïrois et rwandais sont exécutés par les forces de

1 APR-AFDL à Goma (Garreton, 1997 a : 42) \*.

**6-7 novembre** ; Une vingtaine de civils zaïrois ont assassinés par des miliciens interahamwe à Kitshanga et à Masisi au Nord-Kivu (Garreton, 1997 a : 43). Dans les mois qui suivent, tandis que de nombreux éleveurs tutsi réintègrent leurs pâturages dans le Masisi, les rumeurs de plus en plus insistantes sur une future annexion des deux Kivu par le Rwanda suscitent de nombreux affrontements interethniques qui causent la mort de plusieurs centaines de civils (Campbell, 1997 : 48) \*.

**18 novembre** ; Près de cinq cents civils sont assassinés dans le camp de réfugié de Chimanga à Bukavu par les forces de l'APR-AFDL (Garreton, 1997 a : 42-43) \*.

**décembre** ; Cent-vingt militaires zaïrois sont exécutés sommairement à Beni (Nord-Kivu) (Garreton, 1997 a : 43) \*.

**décembre** ; A la suite d'une attaque des rebelles ougandais de l'*Allied Democratic Forces* (ADF) dans la zone Bundibugyo-Semliki-Kabarole, l'armée ougandaise (*National Resistance Army / NRA*) exerce son « droit de poursuite » et pénètre au Nord-Kivu pour sécuriser sa frontière. Dans les mois qui suivent, les opérations menées par la NRA coûtent la vie à de nombreux civils congolais dans la région de Beni comme à Kyondo où onze civils sont exécutés le 31 décembre 1996 (ASADHO, s.d. : 15) \*\*.

**1997 : 17 février** ; Le colonel serbe « Dominic Yugo » et les mercenaires recrutés par les conseillers du président Mobutu pour mener la « contre-offensive totale et foudroyante » aux côtés des FAZ se distinguent par le bombardement aérien du marché de Bukavu et des quartiers résidentiels de Goma, Shabunda et Walikale, faisant des douzaines de morts et de blessés parmi la population civile (Campbell, 1997 : 17 ; Lanotte, 2003 : 62) \*\*.

**4 mai** ; Lors des combats acharnés pour la prise de Kenge, les FAZ procèdent à des bombardements aveugles sur les zones habitées de la ville, tuant environ deux cents civils (Campbell, 1997 : 17) \*\*.

\*

## ACRONYMES

ABAKO Association des Bakongo (Kasa-Vubu)

ADF *Allied Democratic Forces* (rebelles ougandais)

AFDL Alliance des Forces démocratiques pour la Libération du Congo (Kabila, à partir de 1996)

ANC Armée nationale congolaise

APL Armée populaire de Libération

APR Armée patriotique rwandaise

ASADHO Association africaine de Défense des Droits de l'Homme

BALUBAKAT Association générale des Baluba du Katanga (Sendwe)

CEREA Centre de Regroupement africain (Kashamura)

CIA Central Intelligence Agency

CNL Conseil national de Libération (Gbenye)

CNS Conférence nationale souveraine

CONAKAT Confédération des Associations tribales du Katanga (Tshombe)

DSP Division spéciale présidentielle

FAR Forces armées rwandaises

FAZ Forces armées zaïroises

FLNC Front pour la Libération nationale du Congo (Mbumba)

GEAD Groupe d Etudes et d Actions pour le Développement bien défini

HRW Human Rights Watch

MAGRIVI Mutuelle des Agriculteurs des Virunga

MIBA Société minière de Bakwanga

MNC-K Mouvement national congolais / minoritaire (Kalonji)

MNC-L Mouvement national congolais / majoritaire (Lumumba)

MPR Mouvement populaire de la Révolution (Mobutu)

NRA *National Resistance Army* (Ouganda)

ONUC Organisation des Nations unies au Congo

PDC Parti démocrate congolais

PNP Parti national du Progrès ; ironiquement appelé par les rebelles Simba de 1964 « *pene pene na mundele* » (« Proche du Blanc »)

PRP Parti révolutionnaire populaire (Kabila, 1967-1996)

PSA Parti solidaire africain (Gizenga)

RADECO Rassemblement des Démocrates congolais (Adoula)

RDC République démocratique du Congo

SARM Service d'Action et de Renseignement militaire

UDPS Union pour la Démocratie et le Progrès social (Tshisekedi)

UFERI Union des Fédéralistes et des Républicains indépendants (Nguza Karl-I-Bond)

UMHK Union minière du Haut-Katanga

\*

## SOURCES

ALTHABE G., 1972, *Les fleurs du Congo*, Paris : Maspero.

AMEGA K., 1998, *Rapport de l'équipe d'enquête du Secrétaire général sur les violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire en République démocratique du Congo*, New York : Nations unies, S/1998/581.

Amnesty International, 1983, *L'emprisonnement politique au Zaïre*, Londres : AI, AFR 62/01/83.

Amnesty International, 1986, *Zaïre. Violations des droits de l'homme au Shaba : les forces armées en cause*, Londres : AI, AFR 62/07/86.

Amnesty International, 1990, *La République du Zaïre. En marge de la loi, les forces de sécurité répriment les opposants au gouvernement (1988-1990)*, Londres : AI, AFR 62/10/90.

Amnesty International, 1996 a, *Zaire. Amnesty International condemns Human Rights Violations against Tutsi*, London : AI, AFR 62/13/96.

Amnesty International, 1996 b, *Zaire. Lawlessness and Insecurity in North and South-Kivu*, London : AI, AFR 62/14/96.

Amnesty International, 1997, *DRC. Deadly Alliances in Congolese Forests*, London : AI, AFR 62/33/97.

Association africaine de Défense des Droits de l'Homme (ASADHO), s.d., *14 ans d'horreur dans les maquis du Ruwenzori*, Beni-Lubero : ASADHO.

BAGENDA BALAGIZI P., 2000, *Crimes, pillages et guerres. Le Congo malade de ses hommes, 30 juin 1960-17 mai 1997*, Bukavu : Juste Cause.

BAKAJIKI BANJIKILA Th., 1997, *Epuration ethnique en Afrique*, Paris : L'Harmattan.

BAPUWA MUAMBA, 1991, « Pourquoi ce bain de sang sur les campus ? », *Bulletin de l'Association canadienne des Etudes africaines*, pp. 3-17.

BOISSONADE E., 1990, *Le mal zaïrois*, Paris : Hermé.

BOUTROS-GHALI B., 1993, *Situation des droits de l'homme au Zaïre*, New York : Nations unies,

E/CN.4/1994/49.

BRADOL J.-H., GUIBERT A., 1997, « Le temps des assassins et l'espace humanitaire, Rwanda, Kivu, 1994-1997 », *Hérodote*, 86-87, pp. 116-149.

BRAECKMAN C., 1992, *Le dinosaure. La Zaïre de Mobutu*, Paris : Fayard.

BRAECKMAN C., 1996, *Terreur africaine. Burundi, Rwanda, Zaïre : les racines de la violence*, Paris : Fayard.

BRASSINE J., KESTERGAT J., 1991, *Qui a tué Patrice Lumumba ?*, Paris-Louvain-la-Neuve : Duculot.

BUCYALIMWE MARARO S., 2000, « La guerre des chiffres : une constante dans la politique au Nord-Kivu », in REYNTJENS F., MARYSSE S. (dir.), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2001-2002*, pp. 225-262.

BUCYALIMWE MARARO S., 2003, « Le Nord-Kivu au coeur de la crise congolaise », in REYNTJENS F., MARYSSE S. (dir.), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 1999-2000*, pp. 153-186.

BULAMBO KATAMBU A., 2001, *Mourir au Kivu. Du génocide aux massacres dans l'Est du Congo-RDC*, Paris : L'Harmattan.

BURLION J., 1969, *Moïse Tshombe abandonné*, Bruxelles : Pierre de Meyere.

BUYSENIERS R., 1980, *L'Eglise zaïroise au service de quelle nation ?*, Bruxelles : Cahier Africa 2.

CAMPBELL S., 1997, *What Kabila is Hiding. Civilian Killings and Impunity in Congo*, Washington DC : HRW/Africa.

CHAUVEL J.-F., 1978, *Kolwezi. Les secrets du raid*, Paris : Olivier Orban.

CHOME J., 1974, *L'ascension de Mobutu, du sergent Joseph Désiré au général Sese Seko*, Bruxelles : Complexe.

Comité Zaïre, 1978, *Zaïre, le dossier de la recolonisation*, Bruxelles : Vie ouvrière, Paris : L'Harmattan.

Comité Zaïre, 1982, *Les droits de l'Homme au Zaïre (synthèse)*, Bruxelles : s.e.

CREMER J., 2003, « Massacre de Port Francqui en avril 1961 », *Bulletin Trimestriel du CRAOCA*, 1, pp.52-59.

DARMONT J., 1962, *La tragédie de Kongolo, 1er janvier 1962*, La Chapelle Montligeon : Imprimerie-Librairie de Montligeon.

DAVISTER P., 1960, *Katanga, enjeu du monde*, Bruxelles : Europe-Afrique.

DAYAL O., 1976, *Mission for Hammarskjold. The Congo Crisis*, London : Oxford University Press. DE BOSSCHERE G., 1966, *Rescapés de Watsa*, Bruxelles : Charles Dessart.

- DEDEKEN N., 1978, *Chimères baluba : le Sud-Kasaï 1960-1962 à feu et à sang* , Bruxelles : Dedeken.
- DE DORLODOT Ph., 1994, « *Marche d'Espoir* » : *Kinshasa 16 février 1992. Non violence pour la démocratie au Zaïre* , PARIS : L Harmattan.
- DEMUNTER P., 1971, *Analyse de la contestation estudiantine au Congo-Kinshasa (juin 1969) et de ses séquelles* , Bruxelles : CRISP.
- DE VILLERS G., 1995, *De Mobutu à Mobutu. Trente ans de relations Belgique - Zaïre* , Bruxelles : De Boeck-Wesmael.
- DE VILLERS G., OMASOMBO TSHONDA J., 1997, *Zaïre. La transition manquée 1990-1997* , Paris : L Harmattan.
- DE WITTE L., 2000, *L'Assassinat de Lumumba* , Paris : Karthala.
- DIGEKISA PILUKA V., 1993, *Le massacre de Lubumbashi, Zaïre 11-12 mai 1990* , Paris : L Harmattan.
- DORN W., BELL D., 2003, « *Intelligence and Peacekeeping. The UN Operation in the Congo, 1960-64* », in DE JONG B., PLATJE W., STEEL R. (ed. by), *Peacekeeping Intelligence. Emerging Concepts for the Future* , Oakton : OSS International Press, pp. 253-280.
- DUNGIA E., 1995, *La pieuvre tropicale. Les tentacules de Mobutu* , Bruxelles : Emmanuel Dungia.
- FAÏK-NZUJI C., 2005, *Tu le leur diras. Le récit véridique d'une famille congolaise plongée au coeur de l'histoire de son pays, Congo [1890-2000]* , Bruxelles : Alice.
- GARRETON R., 1994, *Rapport sur la situation des droits de l'homme au Zaïre conformément à la résolution 1994/87 de la Commission des Droits de l'Homme* , Nations unies, E/CN.4/1995/67.
- GARRETON R., 1996, *Rapport sur la situation des droits de l'homme au Zaïre conformément à la résolution 1996/77 de la Commission des Droits de l'Homme. Addendum. Mission dans le Kivu septentrional* , Nations unies, E/CN.4/1997/6/Add.1.
- GARRETON R., 1997 a, *Rapport sur la situation des droits de l'homme au Zaïre conformément à la résolution 1996/77 de la Commission des Droits de l'Homme* , Nations unies, E/CN.4/1997/6.
- GARRETON R., 1997 b, *Rapport sur la situation des droits de l'homme au Zaïre. Rapport sur la mission dont l'envoi a été demandé par le Haut Commissaire aux droits de l'Homme dans la zone occupée par les rebelles dans l'est du Zaïre, effectuée entre le 25 mars et le 29 mars 1997* , New-York : Nations unies, E/CN.4/1997/6/Add.2.
- GARRETON R., NDIAYE B., FOLI J., 1998, *Rapport sur les allégations de massacres et autres atteintes aux droits de l'homme ayant eu lieu à l'Est du Zaïre (RDC) depuis septembre 1996* , Genève : Nations unies, Commission des droits de l'Homme, E/CN.4/1998/64.
- GERARD-LIBOIS J., VERHAEGEN B., 1961, *Congo 1960* , tome 2, Bruxelles : CRISP.
- GERARD-LIBOIS J., 1963, *Sécession au Katanga*, Bruxelles : CRISP-INEP.

GERARD-LIBOIS J., VAN LIERDE J. (dir.), 1965, *Congo 1964* , Bruxelles : CRISP-INEP.

GERARD-LIBOIS J., VAN LIERDE J. (dir.), 1966, *Congo 1965* , Bruxelles : CRISP-INEP.

GÉRARD-LIBOIS J. (dir.), 1967, *Congo 1966* , Bruxelles : CRISP-INEP.

GORUS J., 2000, « Ethnic Violence in Katanga », in GOYVAERTS D. (ed. by), *Conflict and Ethnicity in Central Africa* , Tokyo, Institute for the Study of Languages and Cultures of Asia and Africa.

Gouvernement de Transition du Zaïre, 1993, *Conflits politico-ethniques au Zaïre. Livre blanc sur la situation des droits de l'Homme dans les provinces du Shaba (Katanga) et du Nord-Kivu* , Kinshasa : Ministère de la Communication et de la Presse.

Gouvernement katangais, s.d. (a), *Livre blanc du Gouvernement katangais sur les activités des hors-la-loi dans certains territoires baluba* , Elisabethville.

Gouvernement katangais, s.d. (b), *Livre blanc du Gouvernement katangais sur les événements de septembre et décembre 1961* , s.l.

Groupe d'Etudes et d'Actions pour le Développement bien défini (GEAD), 1993, *Intolérance ethnique, conflits fonciers et revendications politiques au Nord-Kivu. Le point sur les derniers affrontements sanglants opposant les communautés hutu-tutsi aux Nyanga-Hunde en zone de Walikale et de Masisi* , Goma : GEAD.

HERADY J., 1964, *Rapport de mission* , Kindu, 15 octobre.

HOARE M., 1967, *Congo Mercenary* , London : Robert Hale.

HONORIN M., 1980, « Horreurs et duperies congolaises », *Historia* , 406 bis, pp. 41-53. HOSKYNS C., 1965, « Violence in the Congo », *Transition* , 21, pp. 47-51.

Human Rights Watch, 1993, *Zaire. Inciting Hatred. Violence against Kasaiens in Shaba* , New York : HRW.

ILUNGA SHAMANGA, 1998, *La chute de Mobutu et l'effondrement de son armée* , Bruxelles : Ilunga Shamanga.

KABAMBA MBWEBWE, KASUSULA DJUMA LOKALI, 1992 a, *Commission des assassinats et des violations des droits de l'homme. 1ère partie (1ère République)* , Kinshasa : Conférence nationale souveraine, Commission des Assassinats et des violations des droits de l'homme.

KABAMBA MBWEBWE, KASUSULA DJUMA LOKALI, 1992 b, *Commission des assassinats et des violations des droits de l'homme. 2ème partie (2ème République)* , Kinshasa : Conférence nationale souveraine, Commission des Assassinats et des violations des droits de l'homme.

KABANDA KANA A., *et alii* , 2000, *Etienne Tshisekedi et son combat pour un Etat de droit au Congo-Kinshasa* , Bruxelles : Karibou.

KABASHA I., 1996, « Attaque de la paroisse de Bibwe », in *Dialogue* , 192, pp. 81-84.

KABUYA LUMUNA SANDO C., *et alii*, 1982, *Mobutu Sese Seko : le Procès. 2eme Tribunal Russel (Tribunal permanent des Peuples), session sur le Zaïre, Rotterdam, 18, 19 et 20 septembre 1982*, Bruxelles : Africa.

KABUYA LUMUNA SANDO C., 1992, *Nord-Katanga 1960-1964. De la Sécession à la guerre civile. Le meurtre des chefs*, Paris : L Harmattan. KABUYA LUMUNA SANDO C., 1998, *Pouvoir et libertés : la transition au Congo-Zaïre. (Triomphe et crise de l'idée démocratique)*, Kinshasa : Secco. KALONJI DITUNGA MULOPEWE A., 1992, *Dossier du massacre des Baluba à Bakwanga de 1960*, Kinshasa : Conférence nationale souveraine.

KAMBA P., 2008, *Violence politique au Congo-Kinshasa*, Paris : L Harmattan.

KAMITATU K., *La grande mystification du Congo-Kinshasa. Les crimes de Mobutu*, Paris : Maspero.

KAMUNDU BATUNDI D., 2006, *Mémoire des crimes impunis. La tragédie du Nord-Kivu, République démocratique du Congo*, Paris : Jouve.

KANGOMBA LULAMBA J.-C., 2000, *L enfer kasaïen de Kolwezi. Autopsie d'une épuration ethnique*, Louvain-la-Neuve : Actuel.

KANKONDE LUTEKE J.-M., 1997, *Massacres et déportation des Kasaiens au Katanga*, Saint-Géry : Pistes africaines.

KENNES E., 2003, *Essai biographique sur Laurent-Désiré Kabila*, Paris : L Harmattan, « Cahiers africains ».

KESTERGAT J., 1965, *Congo Congo. De l'indépendance à la guerre civile*, Paris : La Table Ronde.

KESTERGAT J., 1986, *Du Congo de Lumumba au Zaïre de Mobutu*, Bruxelles : Paul Legrain.

KISSIKI P., 1995, *Aperçu autobiographique sur l'un des principaux événements les plus émouvants de l'histoire de Manono. Cas de la journée du 14 novembre 1960. Une analyse comparative axée essentiellement sur la grâce de Dieu*, Lubumbashi : s.e.

KONGOLO-MUKANYA J., 1991, « Les massacres de l'Université de Lubumbashi (11 et 12 mai 1990) », *Politique africaine*, 44, pp. 91-96. KOYAGIALO NGBASE TE GERENGBO L., RUDURI KWEZI L., 2006, *Massacre de Lubumbashi*, Kinshasa : s.e. LANOTTE O., 2003, *Guerres sans Frontières en République démocratique du Congo. De Joseph-Désiré Mobutu à Joseph Kabila*, Bruxelles : Complexe / GRIP. LANTIER J., 1969, *Le temps des mercenaires. Faut-il les condamner ?*, Verviers : Marabout.

LAURENT P.-J., MAFIKIRI TSONGO, 1996, *Mouvements de populations, cohabitations ethniques, transformations agraires et foncières dans le Kivu montagneux. Repères historiques et mise en perspective théorique. Rapport intermédiaire de recherche pour le CIUF et l'AGCD*, Louvain-la-Neuve : Université catholique de Louvain, Institut d'études du développement.

LAURENT P.-J., MAFIKIRI TSONGO, MATHIEU P., MUGANGU S., 1997, *Conflits fonciers, relations ethniques et violences au Kivu*, Louvain-la-Neuve : Université catholique de Louvain, Institut d'études du développement.

LE BAILLY J., 1967, *Une poignée de mercenaires. De Carthage à Stanleyville*, Paris : Presses de la Cité.

- LEFEVER E., 1965, *Crisis in the Congo. A United Nation Force in Action* , Washington DC : The Brookings Institution. LEJEUNE E., 1965, « Il y a un an, le Katanga entrainé dans la rébellion », *Remarques africaines* , 245, pp. 7-11.
- LEJEUNE E., 1997, *Laurent-Désiré Kabila, militant nationaliste congolais* , Tubize : Gamma Press.
- LEMARCHAND R., 2009, *The Dynamics of Violence in Central Africa* , Philadelphia : University of Pennsylvania Press.
- LE PAPE M., 2000, « L exportation des massacres, du Rwanda au Congo-Zaïre », *Esprit* , 8, pp. 162-169.
- « Les massacres de Katelakayi et de Luamuéla (Kasaï oriental) », *Politique africaine* , 1982, 6, pp.72-106.
- Ligue des droits de l Homme / Zaïre, 1993, *Rapport sur les pillages et tueries à Kinshasa* .
- MALENGE KALUNZU MAKALA, 1992, *Prêtre dans la rue* , Kinshasa : Baobab.
- MARLAIR J.-C., 1993, *Les rêves des Noko. Présence militaire belge au Congo-Zaïre* , Bruxelles : Foxmaster & Pozit Press Belgium.
- MARTENS L., 1985, *Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba* , Bruxelles : EPO.
- MASSON P., 1965, *La bataille de Bukavu* , Bruxelles : Dessart.
- MASSON P., 1970, *Dix ans de malheurs (Kivu 1957-1967). Tome II. Jusqu'à la lie* , Bruxelles : Max Arnold.
- Médecins sans Frontières, 1997, *Forced Flight. A Brutal Strategy of Elimination in Eastern Zaire* , s.l. : MSF.
- Mémoire des communautés hutu et tutsi du Nord-Kivu à la commission d'enquête sur les massacres de Walikale, Masisi et Bwito (Rutshuru) en mars et avril 1993* , Goma : s.e., 25 avril 1993.
- MIGABO KALERE J., 2002, *Génocide au Congo ? Analyse des massacres de populations civiles* , Bruxelles : Broederlijk Delen.
- MISSER F., VALLEE O., 1997, *Les gemocraties. L'économie politique du diamant africain* , Paris : Desclée de Brouwer.
- MOCKLER A., 1969, *Histoire des mercenaires* , Paris : Stock.
- MODJANI S., 2002, *Le pogrome des Kasaiens au Congo/Zaïre. Mobutu, Nguz et Kyungu les assassins du Katanga* , Edmonton : Stephama.
- MONGUYA MBENGE D., 1977, *Histoire secrète du Zaïre. L'autopsie de la barbarie au service du monde* , Bruxelles : Editions de l'Espérance.
- MPISI J., 2007, *Antoine Gizenga : le combat de l'héritier de P. Lumumba* , Paris : L'Harmattan.

- MUELA NGALAMULUME, 2000, *Le campus martyr. Lubumbashi 11-12 mai 1960*, Paris : L Harmattan.
- MUELLER S., 1965, *Les nouveaux mercenaires*, Paris : France Empire.
- MUGANGU S., 1999, « Chronologie synthétique des événements politiques marquants et des moments conflictuels au Kivu, 1959-1995 », in MATHIEU P., WILLAME J.-C. (dir.), 1999, *Conflits et guerres au Kivu et dans la région des Grands Lacs. Entre tensions locales et escalade régionale*, Paris : L Harmattan, « Cahiers africains ».
- MUMMENDEY D., 1997, *Beyond the Reach of Reason. The Congo Story, 1960-1965*, s.l. (USA) : Mummendey.
- MUYA BIA LUSHIKU LUMUNA, 1982, *Les Baluba du Kasai et la crise congolaise (1959-1966)*, Thèse de doctorat en histoire, Lubumbashi : Université de Lubumbashi.
- NDAYWEL E NZIEM I., 1997, *Histoire du Zaïre. De l héritage ancien à l âge contemporain*, Louvain-la-Neuve : Duculot.
- NDIAYE B., 1993, *Exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires. Rapport présenté par M. Bacre Waly Ndiaye, rapporteur spécial, conformément à la résolution 1993/71 de la Commission des droits de l homme*, Nations unies, E/CN.4/1994/7.
- NGABU F., 1996, « Massacres de 1993 dans les zones de Walikale et de Masisi », *Dialogue*, 192, pp. 37-46.
- NGOMO-OKITEMBO L., 1998, *L engagement politique de l Eglise catholique au Zaïre 1960-1992*, Paris : L Harmattan.
- NGULUNGU NTALABUL A., 2003, *Les mouvements politico-religieux au Kwilu. L affaire Kasongo d Idiofa de 1974 à 1978. Essai d Analyse*, Mémoire de Licence en Science politiques et administratives, Kinshasa : Université de Kinshasa.
- NOTHOMB P., 1993, *Dans Stanleyville, journal d une prise d otage*, Paris : Duculot.
- NTIHABOSE J.-B., 1997, *Neufs mois de tragédie à l Est du Zaïre. Mon Journal*, Nairobi : s.e.
- NZABARA MASETSA F.-X., 1996, « La guerre dans la zone de Masisi », *Dialogue*, 192, pp.51-66.
- O BRIEN C., 1962, *To Katanga and Back. A UN Case History*, London : Hutchinson.
- ODOM Th., 1988, *Dragon Operations : Hostage Rescues in the Congo, 1964-1965*, Fort Leavenworth : Combat Studies Institute, « Leavenworth Papers », 14. Onderzoekscommissie, 1966, *Verlag over de aanslagen op personen bedreven in de Democratische Republiek Kongo sedrt 1964. KB. Van 16 juli 1960 en 2 maart 1965*, Brussel.
- OYATAMBWE W., 1997, *Eglise catholique et pouvoir politique au Congo-Zaïre. La quête démocratique*, Paris : L Harmattan.
- PABANEL J.-P., 1993, « Conflits locaux et stratégie de tension au Nord-Kivu », *Politique africaine*, 52, pp. 132-134.

PACKHAM E., 2004, *Africa in War and Peace* , New York : Nova Science Publishers.

PARQUE V., REYNTJENS F., 1998, « Crimes contre l'humanité dans l'ex-Zaïre : une réalité ? », in REYNTJENS F., MARYSSE S. (dir.), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 1997-1998* , Paris : L'Harmattan, pp. 273-306.

PLOQUIN J.-F. (dir.), *Zaïre 1992-1996. Chronique d'une Transition inachevée* , T. 1, Paris : L'Harmattan, 1996.

QUINTEYN F., 2004, *Stanleyville sous la terreur Simba. Mateka, le temps des ombres* , Paris : L'Harmattan.

REED D., 1966, *111 Days in Stanleyville* , London : Collins.

REGENENA MUCYO B., 1996, « Les massacres de 1965 et 1991 », in *Dialogue* , 192, pp. 33-36.

*Report on action by troops of Government of Republic of Congo in Kasai-Katanga border area and on hostilities involving gendarmerie units in province of Katanga. Report of Officer-in-Charge of United Nations Operation in Congo relating to implementation of paragraph A-2 of Security Council resolution of 21 February 1961* , United Nations, 16 November 1961, S/4940/Add.13.

REYNTJENS F., 1999, *La Guerre des Grands Lacs. Alliances mouvantes et conflits extraterritoriaux en Afrique centrale* , Paris : L'Harmattan.

ROUCH J., 1961, *En cage avec Lumumba* , Paris : Le Temps.

RUGUMAHO B., 2004, *L'hécatombe des réfugiés rwandais dans l'ex-Zaïre. Témoignage d'un survivant* , Paris : L'Harmattan.

RUSAMIRA E., 2003, « La dynamique des conflits ethniques au Nord-Kivu : une réflexion prospective », *Afrique contemporaine* , 207, pp. 147-163.

SCHATZBERG M., 1988, *The Dialectics of Oppression in Zaire* , Indianapolis : Indiana University Press.

SCHOLL-LATOUR P., 1988, *Mort sur le grand fleuve. Du Congo au Zaïre, chronique d'une indépendance* , Paris : Presses de la Cité.

SCHRAMME J., 1969, *Le bataillon Léopard. Souvenirs d'un Africain blanc* , Paris : Robert Laffont.

SONCK J.-P., s.d., « Echec à l'armée populaire », s.l. : s.e.

[http://www.stanleyville.be/documents/Echec\\_aux\\_simbas\\_JP\\_Sonck\\_2009.pdf](http://www.stanleyville.be/documents/Echec_aux_simbas_JP_Sonck_2009.pdf)

SONCK J.-P., 1998, *Forces de l'ordre et Sécurité Katanga 1960-1961* , s.l. : Cedomi.

SONCK J.-P., 2002 a, « L'échec de l'opération Watch Chain à Albertville », *Opérations au Congo* , s.l. : s.e.

<http://www.congo-1960.be/OperationWatchChain.html>

SONCK J.-P., 2002 b, « Opérations sur le fleuve Congo », *Opérations au Congo* , s.l. : s.e.

<http://www.congo-1960.be/lesamisotraco.htm>

SONCK J.-P., 2002 c, « Rébellion au Kivu », *Opérations au Congo* , s.l. : s.e.

[http://www.congo-1960.be/JPS\\_RebellionAuKivu.htm](http://www.congo-1960.be/JPS_RebellionAuKivu.htm)

TEGERA A., 2003, « Nord-Kivu : une rébellion dans une rébellion ? », in *Regards Croisés* , 8, pp. 10-11.

TISON L., 1962, *Kongolo 1962. Témoignages de Faustin Banze et de Thomas Mwehu* , Kambilika : s.e.

TURNER T., 1987, « L insurrection de 1964 au Sankuru : stratégie militaire, mobilisation de masse, justice révolutionnaire », in COQUERY-VIDROVITCH C., FOREST A., WEISS H. (dir.), *Rébellions-Révolution au Zaïre 1963-1965* , t.1, Paris : L Harmattan, pp. 105-119.

UMUTESI M.-B., 2000, *Fuir ou mourir au Zaïre. Le vécu d une réfugiée rwandaise* , Paris : L Harmattan.

*Un des vingt vous parle & Kongolo, le 1-1-1962* , Paris-Louvain : Les Pères du Saint-Esprit, 1962.

VANDEWALLE F., 1970, *L Ommegang : Odyssée d une reconquête de Stanleyville, 1964* , Bruxelles : Le Livre africain.

VERHAEGEN B., 1962, *Congo 1961* , Bruxelles : CRISP-INEP.

VERHAEGEN B., 1966, *Rébellions au Congo. Tome 1* , Bruxelles : CRISP-INEP-IRES.

VERHAEGEN B., 1967, « Les rébellions populaires au Congo en 1964 », *Cahiers d Etudes africaines* , VII, 26, pp.345-359.

VERHAEGEN B., 1969, *Rébellions au Congo. Tome 2 Maniema* , Bruxelles : CRISP-INEP-IRES.

VERHAEGEN B., 1987, « La rébellion muleliste au Kwilu : chronologie des événements et essai d interprétation (janvier 1962-juillet 1964) », in COQUERY-VIDROVITCH C., FOREST A., WEISS H. (dir.), *Rébellions-Révolution au Zaïre 1963-1965* , t.1, Paris : L Harmattan, pp. 120-146.

VERHAEGEN B., 1989, « 1963-1965 : d oppositions en rébellions », in *Congo-Zaïre, la colonisation, l indépendance, le régime Mobutu, et demain ?* , Bruxelles : GRIP, pp. 89-98.

VERHAEGEN B., *et alii* , 2007, *Mulele et la révolution populaire au Kwilu (République démocratique du Congo)* , Paris : L Harmattan, « Cahiers africains ».

WAKO A., 1992, *Summary of arbitrary executions. Addendum. Report of the Special Rapporteur submitted pursuant to Commission on Human Rights resolution 1991/71 on his mission to Zaïre, 9-11 May 1991* , Nations unies, E/CN.4/1992/30/Add.1.

WILLAME J.-C., 1978, « La Seconde Guerre du Shaba », *Genève-Afrique* , XVI, 1, pp. 9-26.

WILLAME J.-C., 1987, *Chronique d une opposition politique : UDPS (1978-1987)* , Bruxelles : Institut

Africain-CEDAF, « Cahiers du CEDAF ».

WILLAME J.-C., 1990, *Patrice Lumumba. La crise congolaise revisitée*, Paris : Karthala.

WILLAME J.-C., 1991, *De la démocratie octroyée à la démocratie enrayée (24 avril 1990-22 septembre 1991)*, Bruxelles : Institut Africain-CEDAF, « Cahiers du CEDAF ».

WILLAME J.-C., 1997, *Banyarwanda et Banyamulenge. Violences ethniques et gestion de l'identité au Kivu*, Tervuren : Institut africain, Paris : L Harmattan, « Cahiers africains ».

WILLEMART G., 1988, « Événements de Kabalo », *Bulletin trimestriel du CRAOCA*, 2, pp. 59-65.

WILUNGULA C., 1997, *Fizi 1967-1986 : le maquis de Kabila*, Paris : L Harmattan.

WRONG M., 2001, *In the Footsteps of Mr. Kurtz. Living on the Brink of Disaster in Mobutu's Congo*, New York : Harper Collins.

YAKEMTCHOUK R., 1988, « Les deux guerres du Shaba », *Studia Diplomatica*, XLI, 4-5-6.

YAMBUYA P., 1991, *Zaïre : L'abattoir. Un pilote de Mobutu parle*, Bruxelles : Epo.

YAMBUYA P., 1996, *Autopsie d'une armée sans cœur ni âme. Mobutu, je suis témoin oculaire de vos crimes*, Bruxelles : Zazeta.

YOUNG C., 1965, « Violence and Rebellion in the Congo », in GAPPERT G., *The Congo, Africa and America*, Syracuse : Maxwell graduate School of Citizenship and Public Affairs, pp. 13-31.